



**Belgique**

partenaire du développement

# LUTTER CONTRE LES VBG EN MILIEUX SCOLAIRES ET D'APPRENTISSAGE

**Bonnes pratiques et recommandations issues des programmes de Plan International au Niger et au Bénin**

Plan International Belgique, Plan International Niger, Plan International Bénin

Juillet 2022



<b>Table des matières</b>	
<b>Contexte de l'étude</b>	<b>3</b>
<b>Recommandations clés</b>	<b>4</b>
<b>Méthodologie de l'étude</b>	<b>5</b>
<b>Définir les violences basées sur le genre dans les milieux scolaires et d'apprentissage</b>	<b>6</b>
<b>Les VBG dans les milieux scolaires et d'apprentissage en Afrique de l'Ouest : analyse contextuelle</b>	<b>7</b>
Causes et facteurs des VBG en milieux scolaires : un phénomène complexe, ancré dans des pratiques communautaires et familiales	7
Les VBG en milieu d'apprentissage – un phénomène méconnu, sous-rapporté et mal documenté	8
Cartographie des acteurs et de leur rôle dans la prévention et la réponse	8
<b>Prévenir et répondre aux VBG en milieux scolaires au Niger</b>	<b>10</b>
L'exposition des filles et des adolescentes aux VBG	10
VBGMS et le décrochage scolaire	11
<b>Au Bénin, objectif : combattre les VBG à travers l'émancipation sociale et l'autonomisation économique des filles et des femmes</b>	<b>12</b>
Des violences encore justifiées et normalisées	12
Des élèves et apprenti·e·s particulièrement exposé·es aux VBG	13
<b>Les approches-clés pour la prévention et la réponse aux VBG dans les milieux scolaires et d'apprentissage</b>	<b>15</b>
Reconnaître les VBG comme faisant partie d'un système	15
Des approches programmatiques intégrées au Bénin et au Niger	17
Sensibiliser, ouvrir des espaces de dialogue pour agir sur les normes	18
Mieux connaître les VBG, pour les identifier, les dénoncer	18
Des solutions portées par les jeunes	19
Les mécanismes de plaintes et de feedback, à définir et penser avec les parties prenantes	20
Les partenariats avec les enseignant·e·s, les maîtres artisan·ne·s, les employeurs et le personnel scolaire	21
Impliquer les structures communautaires et les organisations de parents	23
Travailler avec les autorités, les organisations de la société civile et les prestataires de services	24
<b>Les prochaines étapes pour Plan International</b>	<b>27</b>
<b>Remerciements</b>	<b>28</b>

Ce rapport présente les conclusions principales issues de la mise en œuvre de deux projets de Plan International visant à prévenir et répondre aux VBG en milieux scolaires et d'apprentissage, financés par la Direction générale de la Coopération au Développement et Aide humanitaire (DGD). Les opinions exprimées sont celles de Plan International et n'engagent pas la DGD. Ce travail a été mené conjointement par les équipes de Plan International Bénin, Plan International Niger et Plan International Belgique, et ont mobilisé les rapports de deux évaluations et études menées dans le cadre des deux projets.

## Contexte de l'étude

Chaque jour dans le monde, des filles et garçons sont confrontés à de nombreuses formes de violences physique, sexuelle et psychologique à l'école, autour de l'école, et dans leur environnement de travail et d'apprentissage. Les violences basées sur le genre dans les milieux scolaires (VBGMS) et dans les milieux d'apprentissage (VBGMSA), représentent l'une des pires formes de discrimination sexiste, et nécessitent des approches, des réponses coordonnées et multi-sectorielles avec une variété d'acteurs. En réponse à ce phénomène qui affecte des millions de filles et garçons, Plan International a lancé des programmes qui contribuent à **prévenir et à réduire les VBG dans les milieux scolaires et d'apprentissage**. L'objectif est d'assurer que les droits fondamentaux des enfants comme le droit à l'éducation, à la santé, à la protection, et aux loisirs soient respectés et réalisés dans un environnement protecteur, inclusif et sûr.

Plan International Belgique a soutenu la conception et la mise en œuvre de deux projets dont l'objectif était de contribuer à la mise en place d'environnements scolaires et d'apprentissage exempts de violences, notamment de VBG ; l'un a été mis en œuvre au **Bénin** entre 2017 et 2021, dans le cadre d'un programme holistique de protection et d'éducation ; l'autre a été mis en œuvre au **Niger** entre 2018 et 2020. Leur mise en œuvre a été rendue possible grâce à un financement de la Direction générale de la Coopération au Développement et Aide humanitaire (DGD).

Le projet **Wondiyey Ma Zada** au Niger, a ciblé des écoles primaires et secondaires des départements de Kourtheye et Tillabéri.

Le projet **Impact'Elle au Bénin**, a ciblé des communautés de l'Atacora, du Littoral et de l'Atlantique.

Afin de tirer des recommandations programmatiques pour alimenter de futurs projets de Plan International, Plan International Belgique, Plan International Niger et Plan International Bénin ont mené des évaluations rigoureuses de ces projets, et ont produit des recommandations qui relient les méthodologies d'intervention, l'adaptation selon le genre et l'âge des enfants et des adolescent·e·s, et tout au long du modèle socio-écologique.

Cette étude est le résultat de l'analyse croisée de ces évaluations, notamment sur des questions centrales de **protection de l'environnement scolaire et communautaire, et sur la violence dans les milieux de formation au sein desquels des données sont rarement disponibles**. Il s'agissait de **comprendre les approches prometteuses, efficaces et pertinentes qui permettent de prévenir et répondre aux VBG en milieux scolaires et d'apprentissage**, tout en identifiant des leçons apprises programmatiques pertinentes. Les projets de prévention et de réponse aux VBG, peuvent être un **levier pour la transformation des rapports de genre, le renforcement de l'égalité et l'inclusion de tou·te·s**, dans un cycle complet d'éducation de qualité et dans les environnements d'apprentissage en ciblant les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Cette étude présente donc les conclusions et recommandations issues d'analyses secondaires des enquêtes sur la violence envers les enfants et les adolescent·e·s et jeunes dans les écoles et dans le lieu d'apprentissage avec une analyse des attitudes et comportements, ainsi que leurs conséquences sur les genres.

Au moment où les équipes de Plan International consolident cette étude, la pandémie de COVID-19 a entre-temps bouleversé les communautés cibles, perturbant la vie quotidienne et l'accès à l'éducation. En outre, l'accès aux possibilités d'apprentissage pour les filles et garçons <sup>1</sup> est fortement réduite.

Au fur et à mesure que les efforts de redressement se déploient, Plan International reconnaît que toutes les parties prenantes du secteur de l'éducation ont une opportunité de veiller à ce que tous les enfants, adolescent·e·s et jeunes qui retournent à l'école ou qui accèdent à de nouvelles possibilités d'apprentissage bénéficient d'un environnement sûr, protecteur, inclusif, et exempt de VBG.

<sup>1</sup> <https://www.togetherforgirls.org/schools/>

## Recommandations clés

### **1 Le programme a un impact plus important si les secteurs de l'éducation, de la protection de l'enfance, de la SSR et de l'autonomisation économique des adolescent-e-s et jeunes, travaillent ensemble dans la lutte contre les VBG**

Les VBG en milieu scolaire et d'apprentissage mettent en jeu des dimensions économiques, socioculturelles, et ont des conséquences en termes de droits et santé sexuelle et reproductive (DSSR) (grossesses non désirées, IST/VIH/SIDA, avortement...), qui incluent deux dimensions d'abus de pouvoir. D'une part, en raison d'un déséquilibre de pouvoir lié à l'âge – entre enseignants et élèves, entre employeurs, artisan.ne.s et apprenti.e-s, entre élèves, et entre les élèves et les adultes sur le chemin de l'école. D'autre part, en raison d'un déséquilibre de pouvoir et d'abus lié au genre. Une approche intégrée entre protection de l'enfance, éducation, DSSR et autonomisation économique, répond à ces violations des droits humains et contribue à une programmation transformatrice de genre.

### **2 Il est nécessaire de reconnaître le rôle des communautés et des enseignant-e-s dans la prévention des VBG et leur contribution à la transformation des normes de genre néfastes**

Les lois à elles seules ne sont pas suffisantes pour éliminer les VBG. Ces violences, perpétrées majoritairement par des hommes qui bénéficient d'un déséquilibre de pouvoir, constituent une manifestation aiguë des inégalités de genres en faveur des hommes. Un travail sur la transformation des normes de genre inégalitaires, qui justifient et perpétuent les violences, est donc essentiel pour que les législations criminalisant les VBG puissent être appliquées de manière efficace. Engager les parents et tuteur-ice-s, contribue à travailler sur normes sociales qui justifient et perpétuent les VBG. Lors des sessions de sensibilisations, plusieurs enfants ont demandé l'engagement de leurs parents, des systèmes scolaires pour prévenir toutes formes de résistance à travers un partage participatif de valeurs liées à l'égalité de genre et leur mise en pratique.

### **3 Il est important d'inscrire les programmes de lutte contre les violences dans la durée, puisqu'il s'agit de travailler sur des normes sociales ancrées**

La transformation des normes sociales est rarement envisageable dans un délai court. Il est important soit de planifier des programmes dans la durée, soit d'explorer des pistes pour assurer une continuation entre projets, programmes ou organisations, ou un engagement avec les institutions qui peuvent contribuer à favoriser ce changement.

### **4 Les programmes doivent reconnaître le rôle essentiel des enseignant-e-s et des employeurs et leur engagement dans la lutte contre les VBG, et les inclure dans la conception des outils**

Dans les programmes, les enseignant-e-s et les employeurs suggèrent et mènent des activités en collaboration avec des personnes clés, notamment des Ministères, pour réfléchir avec les enfants, les adolescent-e-s et jeunes, sur les droits humains et l'égalité des genres avec des messages adaptés à l'âge. La formation et la participation active du personnel féminin en milieu scolaire et d'apprentissage encourage l'égalité des genres, et crée un espace de confiance pour les filles.

### **5 Des espaces de discussion selon le genre et l'âge des participant-e-s au programme permet de renforcer la qualité et l'efficacité des approches de prévention et de réponse aux VBG**

Compte tenu de leur variété et de la diversité des expériences, une réflexion constante sur les VBG doit être menée avec les filles et garçons, les adolescent-e-s, et avec les enseignant-e-s et les employeurs. Les résultats des premières consultations sont essentiels à la conception et à l'adaptation du programme, particulièrement pour renforcer le système de *reporting*, de demande d'aide et de dénonciation. Utiliser des programmes spécifiques utilisant l'approche *Champion of Change* a été significatif, en particulier grâce aux sessions séparées entre filles et garçons.

### **6 Les données sur les VBG dans les milieux scolaires et d'apprentissage manquent pour documenter la prévalence des VBG et permettre de concevoir des programmes adaptés**

Les données sur les VBG dans les écoles, et encore plus dans les autres environnements d'apprentissages sont très limitées. Il s'agit de données sensibles, particulièrement difficiles à collecter dans des environnements où les VBG sont taboues et les personnes qui rapportent et dénoncent des violences sont stigmatisées. Il est important de mener des analyses complémentaires à travers l'engagement des personnes-clés formées dans le cadre de ces projets.

### **7 Les adolescent-e-s et les jeunes des milieux d'apprentissage sont particulièrement exposé-e-s aux VBG, et forment un public plus à risques ; pourtant, les milieux d'apprentissage bénéficient d'une moindre attention à la prévention et la lutte contre les VBG. Il est essentiel de développer de manière plus systématique et intégrée des activités de sensibilisation dans les projets d'*empowerment* des jeunes.**

## Méthodologie de l'étude

L'objectif de l'étude est de tirer des recommandations programmatiques pour alimenter les futurs projets de Plan International en matière de prévention et de réponse aux VBG dans les milieux scolaires et d'apprentissage. Il s'agit donc de comprendre les approches prometteuses, efficaces et pertinentes qui permettent de prévenir et répondre aux VBG, tout en identifiant des leçons apprises programmatiques pertinentes, les projets de prévention et de réponse aux VBG, peuvent être un levier pour la transformation des rapports de genre, le renforcement de l'égalité et l'inclusion de tou.te.s, dans un cycle complet d'éducation de qualité et dans les environnements d'apprentissage en ciblant les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables

Par conséquent, cette étude se base sur l'analyse des données secondaires y compris des rapports d'analyse des entretiens avec les adolescent-e-s, les enseignant-e-s, employeurs et les membres de la communauté.

Dans le cadre du projet *Wondiyey Ma Zada* au Niger, l'évaluation a reposé sur une collecte des données secondaire et primaire, effectuée dans trois communes concernées (Karma, Kourtheye et Tillabéri), pendant le mois de mai 2021.

Dans le cadre du projet *Impact'Elle* au Bénin, l'évaluation a reposé sur une analyse des données réalisée dans les onze communes du programme avec un échantillon représentatif à l'échelle des onze communes. Pour le recueil des données quantitatives, la méthodologie LQAS (Lot quality assurance sampling) a été utilisée pour collecter les données auprès des cibles que sont les collégien.ne.s de 8 à 16 ans, les élèves de 8 à 16ans, les parents d'enfants de 0 à 17 ans et les enfants de 10 à 17 ans.

Enfin, l'étude repose aussi sur une analyse documentaire, y compris de données externes à Plan International, concernant les VBG en milieux scolaires et d'apprentissage.



Photo 1 : Les enfants à l'école de Bohicon (Bénin), font partie d'un programme de Plan International.  
Crédits : Kenneth Assoude pour Plan International, 2017.

## Définir les violences basées sur le genre dans les milieux scolaires et d'apprentissage

Le UNGEI définit les VBG en milieux scolaires comme « **des actes ou menaces de violence sexuelle, physique ou psychologique au sein et autour des écoles, perpétrés par les normes et les stéréotypes de genre, et imposés par des rapports de force inégaux. Elles se réfèrent aussi aux différences d'expériences de la violence et de vulnérabilités à la violence entre les filles et les garçons** ». Cette présente étude de cas prend aussi en considération l'éducation professionnelle de jeunes femmes et hommes dans l'analyse de VBG en milieux d'apprentissage.

On fait davantage référence au *milieu scolaire* car ces violences n'interviennent pas uniquement dans l'enceinte de l'école, mais aussi sur le chemin, vers et au retour de l'école, aux alentours et dans les endroits où les élèves sont susceptibles de passer du temps ensemble entre les cours. Il existe donc un **véritable continuum de violence d'un milieu à l'autre**, et qui peut se répercuter dans tous les lieux de sociabilité des enfants, des adolescent·e·s et des jeunes : à l'école, sur le chemin de l'école, à la maison, au sein de la communauté, au marché, dans les ateliers d'apprentissage et dans le cyberspace.

Les VBG en milieux scolaires et d'apprentissage se présentent sous **différentes formes selon le genre, l'âge, le milieu dans lequel les enfants et les adolescent·e·s vivent (rural, urbain)**. Elles sont catégorisées selon le type de violence, à savoir : **physique, psychologique et sexuelle**. En milieu scolaire, les principaux types de violence incluent notamment les brimades, le harcèlement verbal et/ou physique ; le harcèlement sexuel et des agressions sexuelles ; les bagarres entre élèves ; la coercition et les autres formes de privation de liberté ; les menaces et intimidations de tels actes.



Figures 1: source, unesco. Global guidance on addressing school-related gender-based violence 2017

Les VBG sont une violation des droits humains et elles ont un impact négatif sur les résultats scolaires, sur l'insertion professionnelle, le maintien dans un métier, la santé physique et psychologique, le bien-être émotionnel et le capital social des apprenant·e·s et des apprenti·e·s, des enseignant·e·s et des employeurs<sup>2</sup>. Les causes des VBG sont complexes et interdépendantes, car elles comprennent **des facteurs sociaux, économiques et culturels qui influencent les normes et les comportements aux niveaux individuel, communautaire et sociétal**. Les recherches disponibles dans les écoles ont montré que les VBG découlent des inégalités de genre, notamment en termes de croyances, attitudes et comportements. Il y a peu de données disponibles sur les violences perpétrées au sein des autres milieux d'apprentissage.

Ces types des violences dans le secteur de l'éducation et dans les institutions de formation peuvent affecter tous les enfants ; pour les filles spécifiquement, les VBG en milieux scolaires et d'apprentissage accroissent le risque de grossesses non désirées, de transmission du VIH/SIDA, de mariage d'enfants. Pour les garçons, ces types de violences peuvent renforcer les conceptions sociales liées à la masculinité hégémonique, violente, et au désengagement vis-à-vis de l'école.

**Les secteurs de l'éducation et de la formation** sont donc particulièrement bien placés pour façonner la compréhension des rôles de genre par les adolescent·e·s et les jeunes et pour lutter contre la violence, en collaborant de manière rapprochée avec les **acteurs de la protection de l'enfance**.

<sup>2</sup> Leach et al. 2014

## Les VBG dans les milieux scolaires et d'apprentissage en Afrique de l'Ouest : analyse contextuelle

L'Afrique de l'Ouest et Centrale présente les taux de décrochage scolaire les plus élevés au monde avec 28% de la population ne poursuivant pas leur scolarité au-delà du niveau primaire (29% pour les filles et 27% pour les garçons). Ceci est exacerbé pour les populations rurales et les plus pauvres : 38% des jeunes ruraux, et 52% des jeunes appartenant au quintile le plus pauvre décrochent au secondaire.<sup>3</sup> En outre, dans la région, **51% des enfants entre 13 et 15 ans rapportent avoir été harcelé lors des deux derniers mois et 45% d'entre eux rapportent avoir été impliqué dans une bagarre physique une ou plusieurs fois lors des 12 derniers mois.**<sup>4</sup>

Le Niger et le Bénin sont particulièrement touchés par les **problématiques de qualité, d'inclusivité et de sûreté de l'éducation**. 54% des filles et 45% des garçons abandonnent l'école au niveau primaire au Niger. Au Bénin, ce sont 35% des filles et 28% des garçons qui abandonnent au niveau primaire.<sup>5</sup> Les taux d'alphabétisation des jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans dans ces deux pays sont tout aussi alarmants : près de la moitié d'entre elles, au Bénin, et quatre sur dix, au Niger, ne savent ni lire, ni écrire.<sup>6</sup>

Les causes de décrochage sont nombreuses et complexes, mais **les VBG en milieux scolaires et d'apprentissage sont particulièrement néfastes pour les filles et les adolescentes**. Au Bénin, 25% des adolescentes entre 15 et 19 ans ont subi au moins une forme de violence physique ou sexuelle.<sup>7</sup> Au Niger, 45% des adultes considèrent qu'il est nécessaire de recourir à de la violence physique pour l'éducation des enfants.<sup>8</sup>

Pourtant, la prévalence de ces phénomènes est rarement estimée rigoureusement ; notamment les VBG en milieux d'apprentissage sont encore largement méconnues.

### Causes et facteurs des VBG en milieux scolaires : un phénomène complexe, ancré dans des pratiques communautaires et familiales

Les VBG en milieux scolaires et d'apprentissage s'inscrivent dans des contextes spécifiques, propres aux communautés et aux établissements que les enfants et les adolescent·e·s fréquentent. Ainsi, les facteurs de prévalence des VBG sont complexes et interdépendants. Une variété de facteurs sociaux, économiques et culturels entrent en jeu, au premier rang desquels **les normes sociales et de genre néfastes, c'est-à-dire ce qui est attendu des filles et des garçons, et ce qui justifie les attentes sociales, qui forgent les attitudes et les comportements aux niveaux individuel, familial, communautaire et sociétal.**

En d'autres termes, les comportements des enseignant·e·s, des maîtres artisans, des parents et tuteur·ice·s, des membres des communautés sont ainsi influencé·e·s et renforcé·es par **des attitudes plus ou moins protectrices vis-à-vis des filles**, et des normes limitantes et discriminatoires qui tendent à **minimiser la valeur de l'éducation pour les filles, à justifier la violence à leur égard et à minimiser les conséquences des VBG.**

Les abus de pouvoir et la violence utilisés comme moyen de discipline envers les enfants, par les adultes, sont considérés comme étant acceptables et normalisés dans les communautés ciblées par les programmes.<sup>9</sup> L'environnement joue également un rôle majeur dans la perpétuation des violences. La forte prévalence des violences à l'école et à la maison se traduit par un sentiment d'insécurité rapporté par des apprenant·e·s, les incitant ainsi à adopter des comportements violents à leur tour, soit parce qu'ils et elles se défendent, soit parce qu'ils et elles sont si habitué·e·s à la violence que celle-ci est considérée comme banale ou normale.

---

<sup>3</sup> UNICEF, *Global database on out-of-school children rate*, 2021.

<sup>4</sup> Know Violence in Childhood, *Ending violence in Childhood: Global Report 2017*, [Ending Violence in Childhood: Global Report 2017 | Save the Children's Resource Centre](#), 2017, accessed on 25/01/2022.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> UNICEF, *Global database on literacy rate*, 2021.

<sup>7</sup> Demographic Health Surveys, Benin, 2017-2018.

<sup>8</sup> UNICEF, *Hidden in plain sight: a statistical analysis of violence against children*, New York, 2014.

<sup>9</sup> USAID, *Beyond Education, toolkit for integrating GBV in Education*, 2015.

## Les VBG en milieux d'apprentissage – un phénomène méconnu, sous-rapporté et mal documenté

Si les VBG en milieux scolaires sont identifiées, circonscrites et font l'objet de programmes spécifiques, les VBG sont également prévalentes **dans les autres milieux d'apprentissage, notamment dans les curricula de formation technique et professionnelle (TVET).**

**Bien que les données soient rares, les VBG en milieux d'apprentissage sont susceptibles d'être encore plus prévalentes que dans les milieux scolaires.** Il s'agit pourtant de formations prometteuses pour renforcer l'autonomisation économique des adolescentes et jeunes femmes, réduire la pauvreté au sein des familles ciblées et augmenter la participation des filles dans la vie communautaire, dans des contextes où la part de NEET (*Neither in Education, Employment, or Training*) est élevée.

**Les populations ciblées pour les programmes TVET sont en priorité les personnes qui ont un accès limité aux compétences et connaissances** – les jeunes en situation d'exclusion, en milieu rural, les jeunes en situation de handicap, les personnes réfugiées ou déplacées<sup>10</sup>. Comme pour les VBGMS qui affectent les filles et les adolescent·e·s au primaire et au secondaire, le harcèlement et les violences sexuelles sont une des principales barrières à l'entrée dans des formations et à la rétention des femmes dans ces formations, ainsi que sur le marché du travail.<sup>11</sup> Les violences sont d'autant plus probables qu'elles ont lieu **dans des secteurs moins féminisés, où les rapports de pouvoir entre hommes et femmes sont les plus conflictuels.**<sup>12</sup>

Les adolescentes et les jeunes femmes ont généralement deux options quand il s'agit de formations professionnelles : soit s'orienter vers un programme de formation formelle, au sein de centres de formation professionnelle, soit vers des programmes plus informels, auprès de maîtres formateurs. Les revues programmatiques suggèrent que **les formations formelles** sont en moyenne **moins adaptées aux compétences recherchées sur le marché du travail**, et ne se traduisent pas par des opportunités économiques décentes, génératrices de revenus et émancipatrices. Cependant, ces offres de formation sont en général **plus protectrices à l'égard des jeunes femmes en matière de prévention des VBG.** Cependant, il faut noter que si les Ministères et services en charge de l'éducation primaire et secondaire ont commencé à intégrer des politiques cadres sur la prévention des VBG, les Ministères et services en charge de l'enseignement professionnel et technique n'ont pas les mêmes cadres, connaissances et sensibilisations, quoique le cadre formel se prête à une application de cadres et de conventions pour prévenir les VBG. Il est donc essentiel que les programmes d'autonomisation économique, en lien avec les institutions TVET, ciblent aussi les parties prenantes des Ministères, dans la prévention et la réponse aux VBG en milieux d'apprentissage.

En revanche, **les curricula plus informels**, notamment l'apprentissage informel auprès de maîtres formateurs, sont davantage suivis par les adolescent·e·s et les jeunes dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne, mais souffrent encore davantage de **formateurs peu diplômés, d'un manque d'accréditation et de discrimination genrée importante dans le recrutement.**<sup>13</sup> Cependant, les données sont rares, voire inexistantes pour documenter ce phénomène. Il s'agit d'un vide important, puisque les adolescentes et les jeunes femmes engagées dans des curricula de TVET représentent une population particulièrement à risques de VBG.

## Cartographie des acteurs et de leur rôle dans la prévention et la réponse

Parce qu'elles sont ancrées dans un continuum communautaire, les VBG en milieux scolaire et d'apprentissage existent dans un **système qui concerne une multitude de garants des droits.** Le rôle que chaque partie prenante joue dans la prévention, la réponse, ou au contraire, la perpétuation des violences, doit être compris et analysé en amont de la mise en œuvre du projet.

---

<sup>10</sup> UNESCO Strategy for TVET (2022-2029) Transforming TVET for successful and just transitions

<sup>11</sup> E. Rubiano-Matulevich, *A guidance note for: Preventing, reporting and responding to sexual assault and sexual harassment in tertiary education institutions*, [guidancenotefinal.pdf \(worldbank.org\)](#), consulté le 17/02/2022.

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> ILO, UNICEF, *GirlForce. Skills, Education and Training for girls now*, 2018, consulté le 17/02/2022.



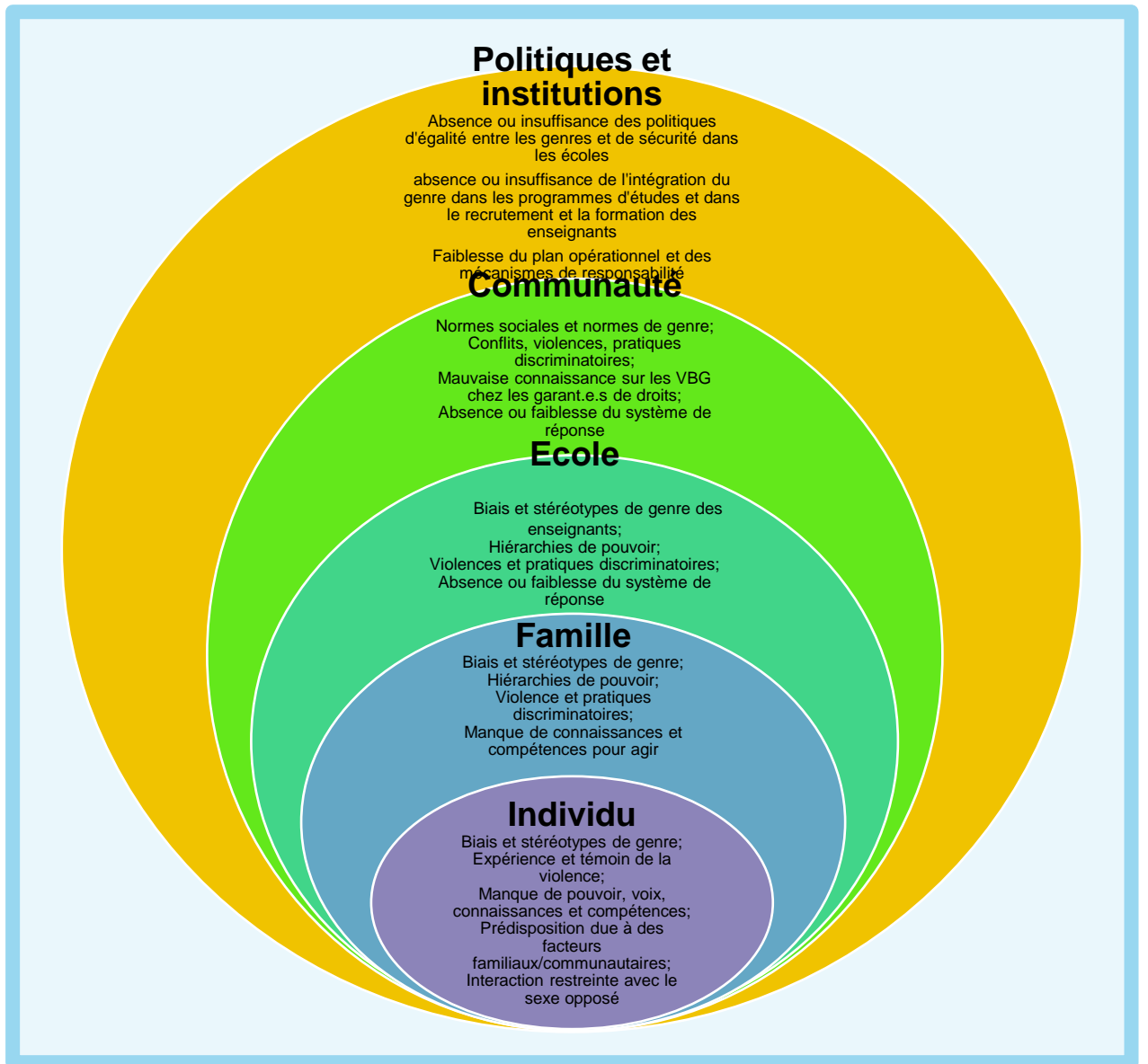


Photo 2 : Ecole à Tillabéri (Niger). Crédits : Plan International, 2022

## Prévenir et répondre aux VBG en milieux scolaires au Niger

Le Niger présente un indice d'inégalité de genre parmi les plus faibles au monde : il est classé 154e sur 189 pays.<sup>14</sup> Ceci s'explique notamment par la **force des normes sociales et de genre traditionnelles et limitantes, qui enferment les filles et les femmes dans des rôles stéréotypés et en position d'infériorité par rapport aux garçons et aux hommes**. Ces derniers en subissent également les conséquences puisqu'il est attendu d'eux qu'ils se conforment à un type de masculinité dit hégémonique, où force et autorité sont des signes de virilité.

### L'exposition des filles et des adolescentes aux VBG

**Les filles et femmes sont particulièrement à risque de VBG** : au niveau mondial, le Niger est le pays présentant le taux de mariage précoce et forcé le plus élevé, avec 76% des filles mariées avant 18 ans et 28% avant 15 ans.<sup>15</sup> Par ailleurs, une fille sur quatre est survivante de violences sexuelles (22% pour les filles de moins de 10 ans, 29% pour les 10-14 ans, et 28% pour les 15-18 ans) et une fille sur huit a déjà subi des violences physiques (16% pour les 15-18 ans)<sup>16</sup>.

La zone de Tillabéri, où Plan International est intervenu dans le cadre de son projet « *Wondiyey Ma Zada (Que Les Filles Prospèrent!)* », est particulièrement affectée : le taux de mutilations génitales féminines (MGF) y est cinq fois supérieur à la moyenne nationale (9% contre 2%), l'âge médian du mariage est de 16 ans et 3 mois et 84% des femmes sont prêtes à justifier un comportement violent du conjoint dans au moins une des situations citées (cf. Figure 2 et Figure 3).

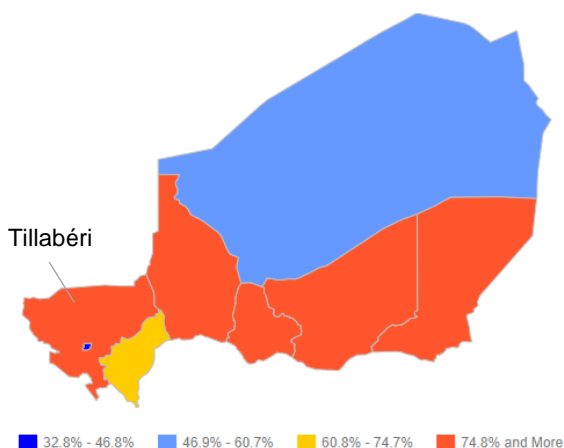


Figure 3: Pourcentage de jeunes femmes, âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées avant leurs 18 ans. Source DHS, UNFPA

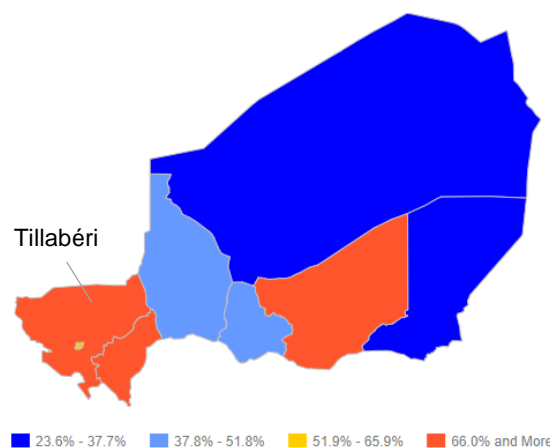


Figure 2: pourcentage de femmes et filles, âgées de 15 à 24 ans, qui pensent que la violence à l'égard de l'épouse est justifiée. Source : DHS, UNFPA

## LE PROJET "WONDIYEV MA ZADA" (QUE LES FILLES PROSPERENT !)

Plan International a développé, mis en œuvre et évalué un projet de prévention et de réponse aux VBGMS, dans les communes de Tillabéri et Kourthey, soutenu par la Coopération Belge au Développement, contre les violences faites aux filles en milieu scolaire. Ce projet comportait plusieurs volets : formation et sensibilisations des élèves, enseignant-e-s, personnels administratifs et membres des structures communautaires d'appui à l'école aux violences basées sur le genre, appui des travailleurs sociaux dans la prévention et la prise en charge des abus, et le plaidoyer de la cause des filles auprès des autorités locales et ministères compétents.

<sup>14</sup> UNDP, *Human Development Reports, Statistical annex, 2020 statistical annex table 5.xlsx (live.com)*, 2020, consulté le 15/02/2022.

<sup>15</sup> Girls Not Brides, *Atlas*, Niger, 2021.

<sup>16</sup> DHS, Niger, 2021.

## VBGMS et le décrochage scolaire

Le niveau scolaire des enfants au Niger reste préoccupant, malgré une volonté politique de faire de la scolarisation des filles une priorité depuis 2015 : **36% des filles et 51% des garçons sont analphabètes**.<sup>17</sup> Les VBGMS jouent un rôle prépondérant dans cette problématique, puisqu'ils sont un **facteur clé du décrochage scolaire**, soit en tant que cause directe, comme raison immédiate motivant la décision de parents et des apprenant-e-s de quitter l'école, soit en tant que cause indirecte, comme facteur de stress psychosocial en classe par exemple.

Les études disponibles sur la prévalence des VBGMS au Niger suggèrent que celles-ci sont répandues, **avec un enfant sur deux ayant déjà subi des violences infligées par un-e enseignant-e** (49% des garçons et 48% des filles selon une étude menée par des ONG dont Plan<sup>18</sup>), et celles-ci sont plus fréquentes au primaire qu'au secondaire. Ces tendances sont confirmées, puisqu'outre les déclarations des enfants, 60% des élèves interrogé-e-s déclarent avoir déjà un pair subir des violences.<sup>19</sup> La violence se constate également entre pairs où **60% des enfants déclarent avoir subi de la violence de la part de leurs pairs** (63% garçons, 58% filles).

Malgré l'arrêté ministériel qui interdit les châtiments corporels, **la pratique n'est pas taboue** : 77% des enseignant-e-s interrogé-e-s dans le cadre de cette étude déclarent avoir au moins une fois exercé une forme de violence, et 59% des chefs d'établissement confirment être au courant que ces pratiques ont lieu dans leur établissement.

**La prévalence des VBGMS est susceptible d'être sous-estimée, en raison du manque de connaissances et d'information sur la problématique.** Au niveau national ou régional, des statistiques rigoureuses, fiables, comparables dans le temps, sont manquantes. Afin de pallier ce manque de données fiables, Plan International a mené une étude d'impact qui a permis de mesurer la prévalence dans les établissements ciblés en début de projet et en fin de projet.

- **Violences et abus sexuels** : 50% des élèves et 90% des professeurs consulté-e-s par Plan International ont rapporté être au courant d'au moins un cas d'abus sexuel entre élèves et enseignants.<sup>20</sup>
- **Décrochage scolaire** : 66% des enquêté-e-s affirmaient également qu'ils connaissent au moins un élève qui a abandonné l'école suite à des VBGMS.<sup>21</sup>

Il est cependant important de noter que **toutes les formes de VBGMS sont sous-estimées et sous-adressées**, soit parce qu'elles sont **normalisées et justifiées**; soit parce qu'elles sont **incomprises, mal identifiées ou méconnues**. Selon une liste préétablie de différentes formes de VBGMS – châtiments corporels, textes à recopier plusieurs fois, corvées à faire à l'école ou chez l'enseignant, moqueries entre élèves, moqueries entre enseignants et élèves, insultes ou injures, renvoi de la classe ou de l'école, attouchements, viols, bagarres entre élèves, coups et blessures – **54% des filles et garçons ne connaissent pas plus de deux aspects liés aux VBGMS, et 12% n'en connaissent pas plus de quatre, en début de projet.**<sup>22</sup>

**« Les filles sont souvent bloquées quand elles n'accueillent pas les professeurs qui veulent nouer des relations amoureuses avec elles » (un acteur de protection, Tillabéri).**

Dans un tel contexte où les filles sont peu encouragées à s'émanciper et à revendiquer leurs droits, la vulnérabilité des filles est particulièrement sous-estimée. Ainsi, **les garçons ont trois fois plus tendance à déclarer que les filles sont toujours autant en sécurité que les garçons lorsqu'elles vont à l'école.**<sup>23</sup>

Les grossesses précoces qui découlent de ces VBGMS entraînent davantage de difficultés pour les filles et exacerbent leurs vulnérabilités. Les adolescentes non mariées et enceintes sont à risque

<sup>17</sup> World Bank, *Niger*, 2018.

<sup>18</sup> *Etude sur la prévalence et les causes de la violence basée sur le genre en milieu scolaire au Niger*, Concern Worldwide, Plan International, Mercy Corps, Save the Children, 2017.

<sup>19</sup> *ibid*

<sup>20</sup> Plan International, *Rapport étude de base du projet « Wondiyey Ma Zada (Que les filles prospèrent !) »*, Niger, 2019.

<sup>21</sup> *ibid*.

<sup>22</sup> *ibid*.

<sup>23</sup> *ibid*.

d'exclusion et de stigmatisation de la part de leurs camarades de classe, mais aussi de leurs enseignant-e-s : « oui, les élèves la critiquent dès qu'elle passe dans la cour et les professeurs aussi la critiquent et quand elle dit qu'elle était malade en cas d'absence au cours, ils disent que ce n'est pas leur problème ; qui lui a dit de tomber enceinte », ont rapporté des élèves de Tillabéri lors de groupes de discussions conduit par les équipes de Plan International. Ces violences sexuelles pouvant être le fait d'élèves ou d'enseignants, exposent davantage les filles aux risques liés aux représailles qu'elles peuvent vivre en cas de résistance.

## Au Bénin, objectif : combattre les VBG à travers l'émancipation sociale et l'autonomisation économique des filles et des femmes

Le Bénin est classé 149<sup>e</sup> sur 189 pays dans son indice d'inégalité des genres.<sup>24</sup> Les normes sociales et de genre s'inscrivent dans un système discriminatoire qui confère priorité et supériorité aux garçons et aux hommes sur les filles et les femmes. **L'éducation des filles y est moins valorisée et par conséquent, le décrochage scolaire reste élevé dans les rangs des filles.**

Parmi les barrières à la rétention des filles dans le système scolaire, les VBG au sein des familles, , dans la communauté, et en milieu scolaire, et en milieux d'apprentissage, au sein des centres d'accueil et de protection de l'enfant (CAPE) sont particulièrement importantes. Ainsi, 25% des adolescentes entre 15 et 19 ans ont déjà subi au moins une forme de violences physiques ou sexuelles.<sup>25</sup>

### Des violences encore justifiées et normalisées

Cette violence est internalisée très tôt puisque **30% des adolescentes et jeunes femmes entre 15 et 24 ans considèrent que la violence conjugale peut être justifiée et acceptable.**<sup>26</sup> Parmi les filles et les femmes qui ont subi des violences, 65% des survivantes rapportent ne demander aucune aide en cas de violence.<sup>27</sup>

#### LE PROJET « IMPACT'ELLE »

Pour faire de l'école un lieu sûr et donner aux jeunes en situation de vulnérabilité une chance de poursuivre leur scolarité, Plan International a établi des gouvernements scolaires des élèves et instaure des espaces de dialogue où jeunes, parents, membres de la communauté, chefs religieux et autorités échangent sur les problématiques des jeunes, en particulier celles qui concernent les jeunes filles. Via la création de groupes d'épargne-crédit, les jeunes démarrent des activités et financent leur scolarité avec les bénéfices et intérêts générés. L'impact : une chute du décrochage scolaire et des grossesses précoces passées, dans l'Atacora, de 374 à 136 en trois ans.

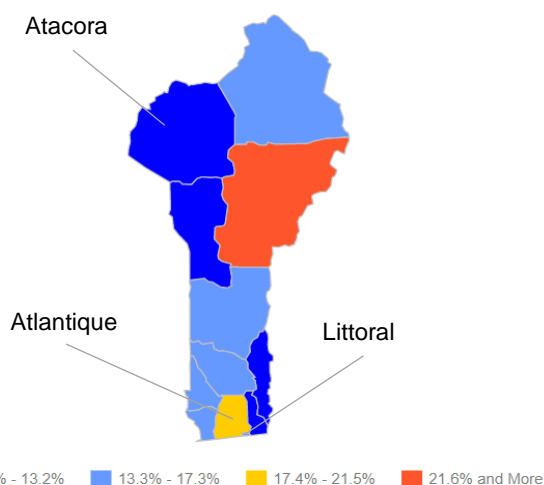


Figure 4: Pourcentage des jeunes femmes, âgées de 15 à 24 ans, qui pensent qu'il est justifié qu'un homme batte sa femme

Dans le cadre du programme « Impact'Elle », l'étude de Plan International sur les VBG dans les milieux scolaires et d'apprentissage, a été menée dans les neuf communes du programme, dans les départements de l'Atacora, de l'Atlantique et le Littoral. Malgré l'existence et la promulgation de lois

<sup>24</sup> UNDP, *Human Development Reports, Statistical annex*, [2020 statistical annex table 5.xlsx \(live.com\)](https://www.hdr.undp.org/data-center/2020-statistical-annex-table-5.xlsx), 2020, consulté le 15/02/2022.

<sup>25</sup> DHS, *Benin*, 2017-2018.

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> *Ibid.*

relatives à la protection de l'enfance, celles-ci ne sont pas effectivement appliquées lorsqu'il s'agit des VBG. De même, les règlements à l'amiable sont préférés, en parallèle des cadres légaux.<sup>28</sup>

Les unions et mariages d'enfant, précoces et forcés (U/MEPF) et grossesses précoces demeurent également une réalité : dans les écoles et institutions de formation professionnelle interrogées par Plan International, il en ressort que **11% et 20% des collégien.ne.s et apprenant.e-s, respectivement, étaient déjà parents.**<sup>29</sup>

**Or les attitudes des garants des droits restent peu propices à l'émancipation et à la protection des adolescentes.** Ainsi, Plan International a récolté le témoignage suivant d'une personne représentante de l'autorité locale de l'Atacora, révélateur de l'influence et impact négatif que peuvent avoir les normes de genre et croyances traditionnelles sur la vie future des filles, en dépit des cadres législatifs égalitaires :

**« Une fois que les deux parents donnent leur consentement, on ne peut plus parler de mariage d'enfant, même si la fille a moins de 18 ans. Dès l'âge de 9 ou 10 ans, la fille est promise à un prétendant et le futur gendre qui s'intéresse à la fille commence à offrir des présents à sa future belle-famille comme garantie. Lorsque ce dernier le veut, il peut aller chercher la fille même si elle n'a que 11 ans ».**<sup>30</sup>

Enfin, **les taux de fréquentation scolaire restent bas au Bénin.** Au niveau primaire, 62% des filles et 68% des garçons fréquentent l'école. Au niveau secondaire, la fréquentation chute de plus de moitié, pour les filles comme pour les garçons, quoi que l'écart se creuse entre les genres, avec 29% des adolescentes et 38% des adolescents qui fréquentent le secondaire.<sup>31</sup>

Outre de mauvaises conditions d'apprentissages, la moindre valeur accordée à l'éducation des filles et la défaillance des infrastructures, **les VBGMS sont un facteur prédominant qui expliquent ces niveaux de décrochages.**

## Des élèves et apprenti-e-s particulièrement exposé-es aux VBG

Lors des entretiens et enquêtes menés au sein des communautés ciblées par le projet, Plan International a pu recueillir des données sur le profil des apprenti-e-s et des élèves. En moyenne, dans les trois départements de l'Atacora, Atlantique et Littoral, 25.4% des collégiennes, 21.1% des

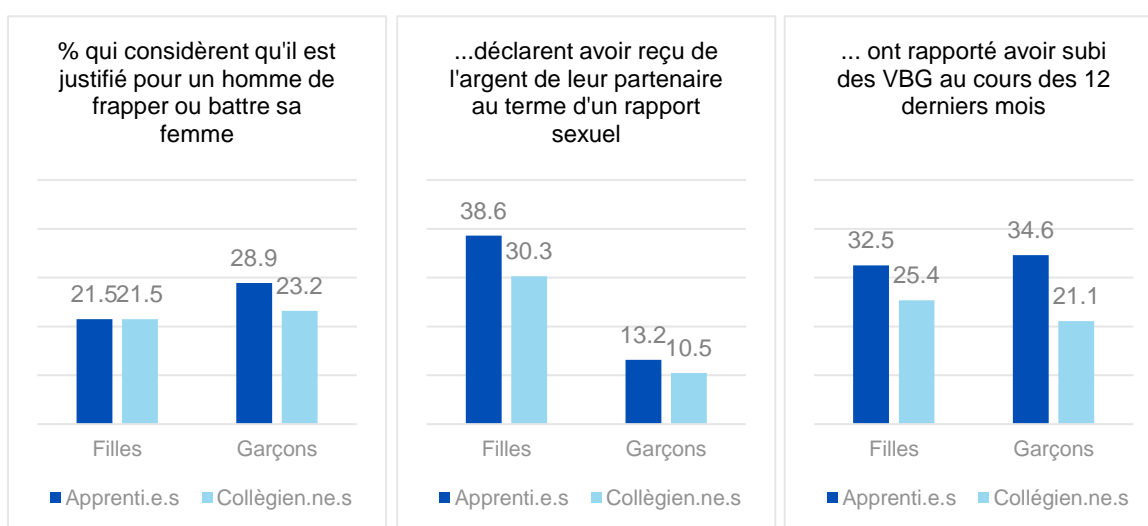


Figure 5 - Source: étude sur les VBG en milieux scolaires et d'apprentissage au Bénin, Plan 2021

<sup>28</sup> Plan International, *The State of Girls' Rights*, 2022.

<sup>29</sup> Plan International, *Etude sur les risques auxquels les élèves et apprenti(e)s de 14 à 24 ans peuvent faire face en termes de protection et de violence basée sur le genre dans le cadre scolaire et d'apprentissage sur les normes sociales et culturelles qui favorisent des violences*, Rapport provisoire, Bénin, 2021.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> DHS, *Benin*, 2017-2018.

collégiens, et 32.5% des apprenties et 34.6% des apprentis ont été exposé-e-s à au moins une forme de VBG au cours des 12 derniers mois.<sup>32</sup>

En outre, il existe des différences importantes d'attitudes et d'expériences de violences, qui, même si elles ne sont pas spécifiquement subies dans les milieux scolaires ou d'apprentissage, indiquent une vulnérabilité spécifique de ces publics par rapport aux adolescent-e-s et jeunes dans l'enseignement secondaire. **Les garçons et les filles des milieux d'apprentissage sont systématiquement plus vulnérables aux violences, et rapportent des attitudes plus conservatrices et moins favorables à l'égalité des genres.**

Ainsi les garçons en milieux d'apprentissage sont plus susceptibles de justifier la violence que les garçons inscrits dans l'enseignement secondaire. Les apprenties sont 27% plus à risques de violences sexuelles (38,6 % pour les apprenties, contre 30,3% pour les collégiennes) (cf. Figure 5).

Le harcèlement sexuel, le viol et les sévices corporels ou abus physiques ont été déterminés comme les VBGMS les plus fréquentes, tant de la part des enseignants que des autres camarades.

### Des violences acceptées et normalisées par les familles et les communautés

**Les pratiques violentes de discipline sont considérées ordinaires, voire nécessaires** par 29% des parents interrogé-e-s par Plan International pour l'éducation des enfants ; les normes sociales, c'est-à-dire ce qu'il est attendu par les individus que les membres des communautés fassent et attendent d'eux et elles, sont particulièrement à l'œuvre. En effet, 72% des parents interrogé-e-s considèrent que leur communauté attend à ce qu'ils et elles utilisent des châtiments corporels dans l'éducation des enfants.<sup>33</sup>

De même, 63% des leaders communautaires reconnaissent que les châtiments corporels sont acceptables dans certaines circonstances, révélant ainsi **des attitudes et préférences encourageant les violences** ; et 84% d'entre eux indiquent qu'il est normal, dans leur communauté, de recourir aux châtiments corporels pour discipliner et éduquer les enfants, confirmant des normes et des attentes sociales à l'œuvre.<sup>34</sup>

Dans les écoles et centres d'apprentissage, le fouet, la règle et le bâton sont ainsi parfois utilisés pour administrer une punition ; dans la mesure où cette discipline est justifiée par les garants des droits, le recours à des violences et des châtiments corporels reste incontournable.<sup>35</sup>

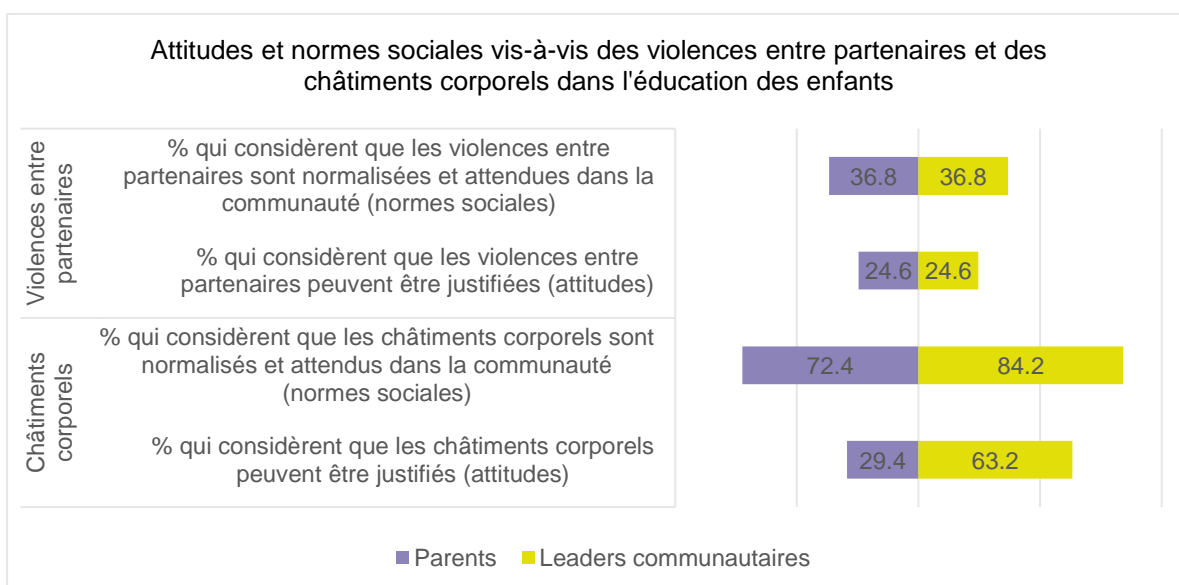


Figure 6 Source: étude sur les VBG, Plan International Bénin, 2021

<sup>32</sup> Plan International, *op. cit.*

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> *Ibid.*

## Les approches-clés pour la prévention et la réponse aux VBG dans les milieux scolaires et d'apprentissage

Les VBG en milieux scolaires et d'apprentissage sont complexes, ancrées dans des normes, coutumes et pratiques ; les programmes de prévention et de réponse ne se résument pas à la dénonciation et la punition des auteurs de tels actes ou à simplement sensibiliser à cette problématique. En tant que système reposant sur des inégalités de pouvoir, des attentes de genre et des stéréotypes, favorisant et banalisant l'exercice de la violence, il est indispensable de **s'attaquer aux causes profondes des VBG** à travers plusieurs secteurs et portes d'entrée, tout au long du continuum de violences, avec les parties prenantes impliquées.

### Reconnaître les VBG comme faisant partie d'un système

Au Bénin et au Niger, Plan International a privilégié une **approche holistique, en collaborant avec toutes les parties prenantes citées préalablement**, inclusive, transformatrice en matière de genre, visant à travailler tant sur les normes, que sur la position et les conditions des filles et des jeunes femmes. Les projets se focalisent sur la prévention et la réponse aux violences, y compris la sensibilisation des enfants, des adolescent·e·s et jeunes, et la sensibilisation des garants des droits, avec une attention spécifique à l'inclusivité et tout en mettant en œuvre des mécanismes de réponse qui soient efficaces et adaptés aux besoins des survivant·e·s.

Les participant·e·s ont reconnu comme réalistes l'approche du projet, qui répondrait à la complexité de la problématique, et comme nécessitant un temps de compréhension, d'adaptation au contexte et d'implémentation nécessaire. Les activités ont été globalement bien accueillies par les élèves et les apprenti·e·s, ainsi que par les enseignant·e·s, les employeurs et les acteurs de la communauté.

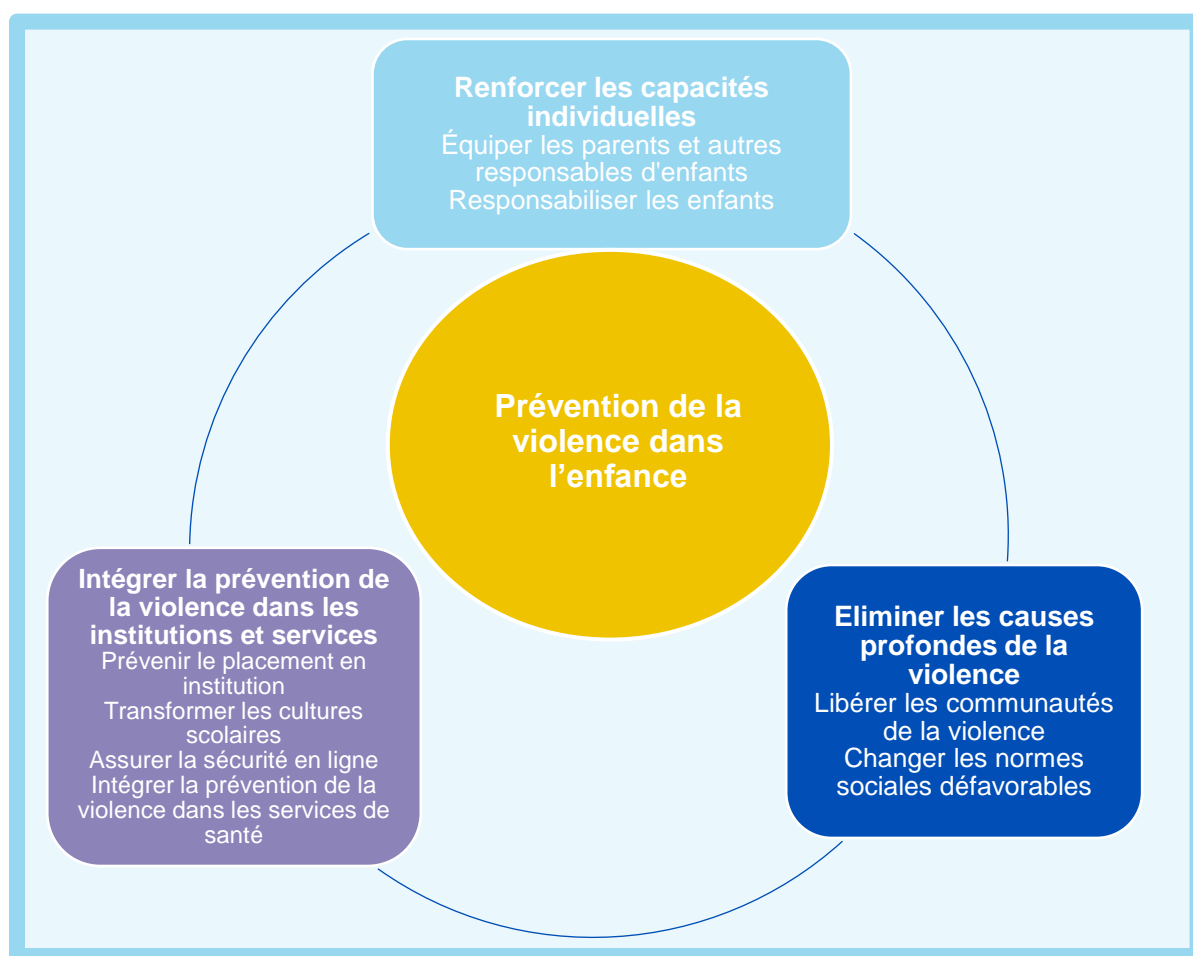


Figure 7: Sources: Rapports d'évaluation au Bénin et au Niger; Know Violence in Childhood, Ending Violence in Childhood: Global Report 2017

**Pertinence du programme :** 79% des filles enquêtées au Niger ont jugé que le projet répondait aux réalités vécues et aux défis liés aux VBG en milieux scolaires et d'apprentissage dans leurs communautés.<sup>36</sup>

Les parents, ainsi que les acteurs scolaires et communautaires, représentent les garants des droits les plus impliqués dans la prévention et la réponse à ces violences. Les équipes d'évaluation ont formulé des recommandations partagées par les acteurs scolaires et communautaires, sur le fait que **l'implication « intégrale » des participants (dont les parents) est primordiale pour un impact.**

**« Selon moi, l'activité est pertinente car c'est pour qu'on ait une vie meilleure et que nos parents cessent de faire la discrimination entre genres » (un élève au Niger)**



Au Niger, l'analyse a également identifié un **engagement actif de parents tout au long du projet**, mais l'évaluation a également souligné que certains parents et membres de la communauté ont exprimé **des réticences par rapport aux thématiques abordées**, soulignant le caractère particulièrement tabou des discussions initiées sur les VBG, de manière générale, ou l'égalité des genres.

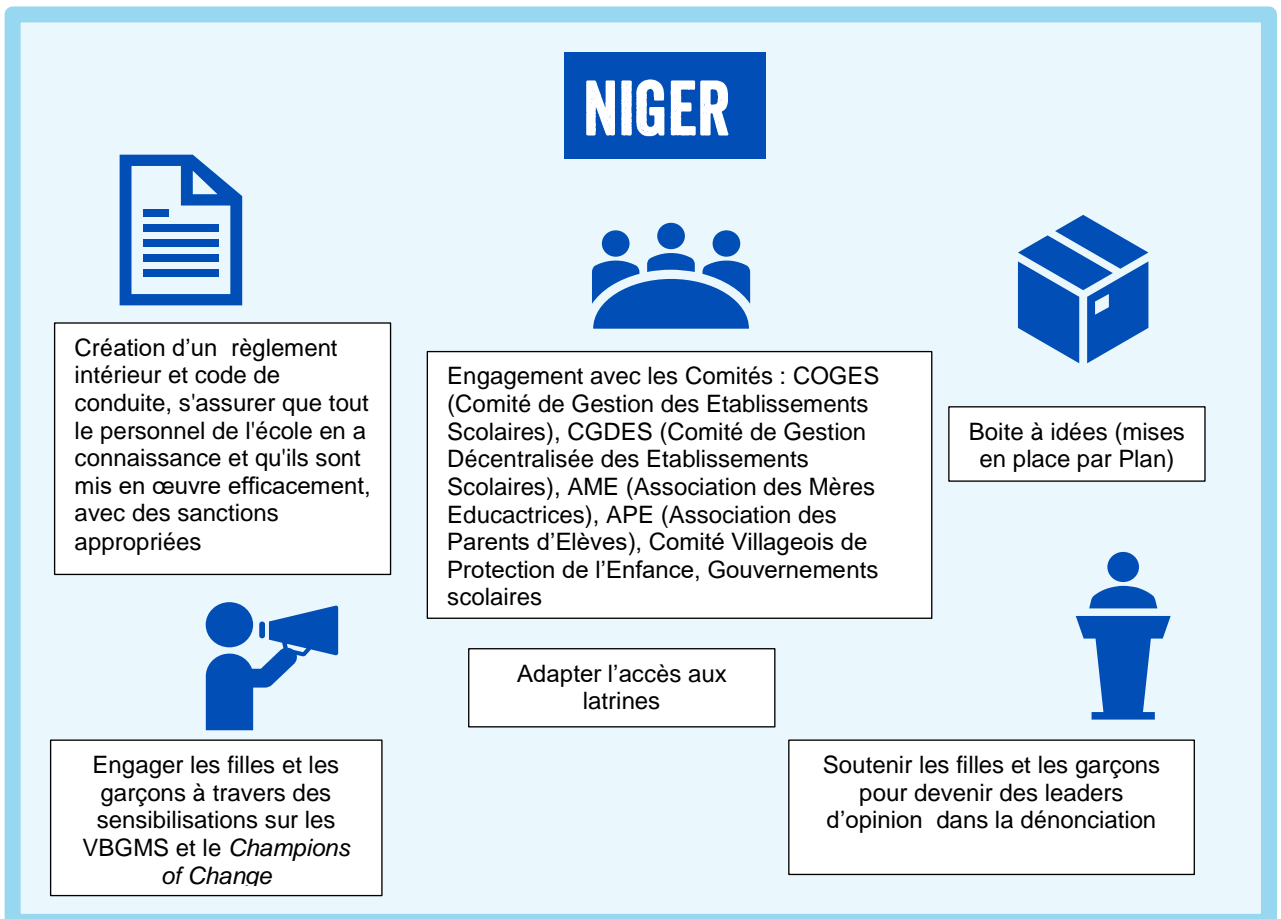
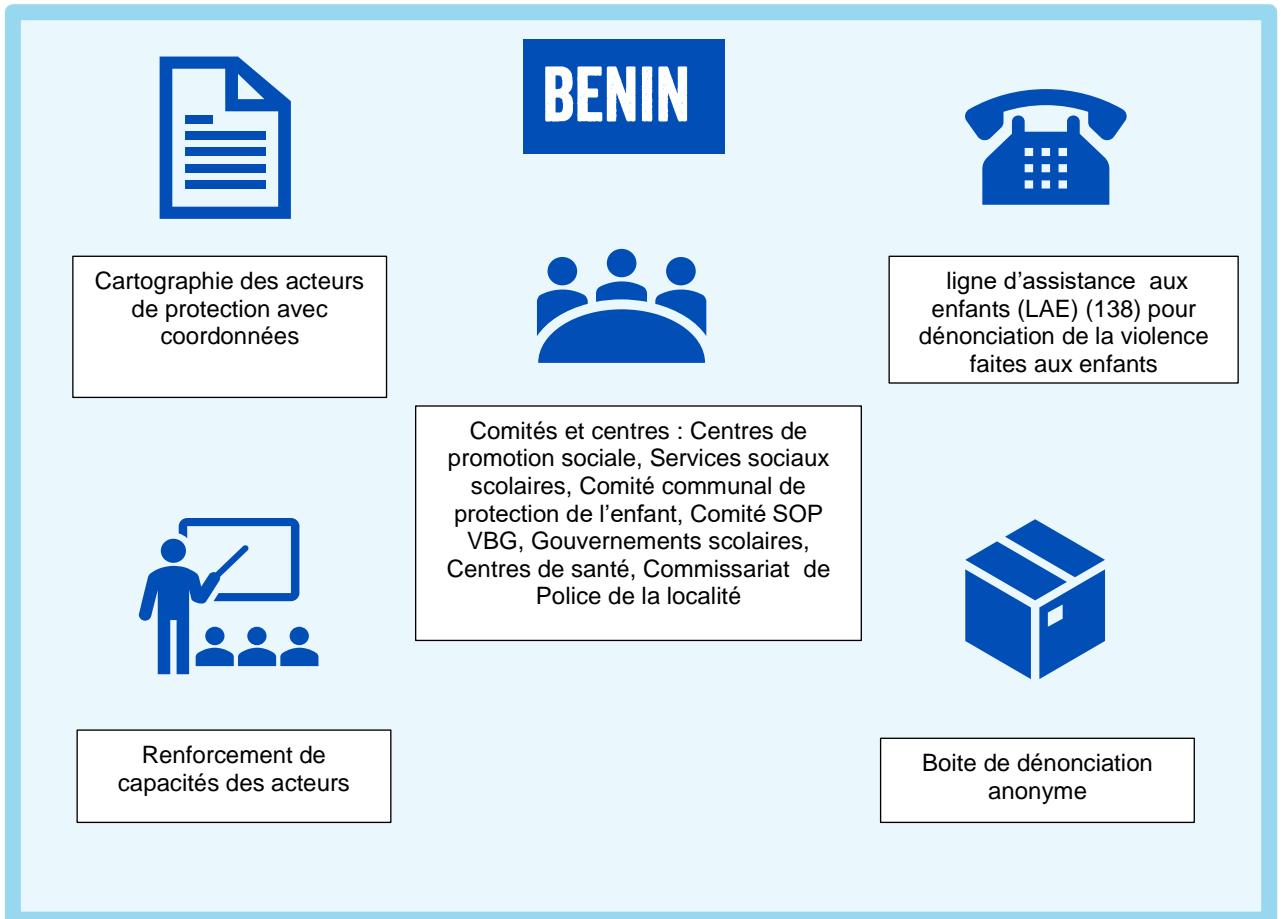


Photo 3 : Lors de la Journée Internationale de la Fille, Samira participe à "Girls takeover". Crédits : Plan International, 2020.

<sup>36</sup> Plan International, *Evaluation d'impact du projet Wondiyey Za Mada (« Que les filles prospèrent ») – Rapport de l'étude finale, Niger, 2021.*



## Des approches programmatiques intégrées au Bénin et au Niger



## Sensibiliser, ouvrir des espaces de dialogue pour agir sur les normes

Les activités de sensibilisation et formation ont été particulièrement mises en avant par les participant-e-s au programme, car elles ont permis une prise de conscience accrue de la problématique des VBGMS qui manquait au début des projets, ainsi que le développement de perceptions plus nuancées de la part des participant-e-s sur cette même problématique.

De même, malgré la mise en place de groupes mixtes au début du projet, qui ont été remplacées ensuite par des groupes séparés pour les filles et les garçons, **les groupes de discussion organisés de manière régulière et séparés par genre ont permis d'instaurer des espaces d'échange et d'écoute efficace sur le genre et les violences.** Etablir des groupes non-mixtes permet une plus grande liberté de parole où les filles en particulier se sentent moins jugées et se restreignent moins pour se conformer aux normes sociales et de genre qui attendent d'elles certaines attitudes et comportements.

## Mieux connaître les VBG, pour les identifier, les dénoncer

A la fin des deux années de mise en œuvre du programme *Wondiyey Ma Zada* au Niger, les enfants adolescent-es et jeunes ont témoigné d'une **connaissance accrue des types des VBGMS**, et sont en mesure de citer les types de VBGMS, avec 55% d'entre eux capables de citer huit types de VBGMS ou plus à la fin du projet au Niger, contre seulement 33% lors de l'étude de base menée par les équipes de Plan International, soit une augmentation de 67%.

De même, une augmentation de 7 points de pourcentage a été constatée concernant les élèves qui considèrent que les VBGMS à l'encontre d'un de leurs camarades n'est pas « normale », pour atteindre 96% à la fin du projet.

En outre, les activités ont permis de **renforcer la prise de conscience des filles** par rapport à la connaissance de leurs droits, à leurs capacités et à leur pouvoir d'action, en identifiant aussi plusieurs services et type de support au cas d'abus.

Les activités du projet ont, par ailleurs, permis d'accroître la **prise de conscience des garçons sur la situation réelle des filles.** Ainsi, le pourcentage de garçons qui considèrent qu'il y a toujours une participation égale entre les filles et les garçons en classe, a diminué de 23%, passant de 92% à 71%.

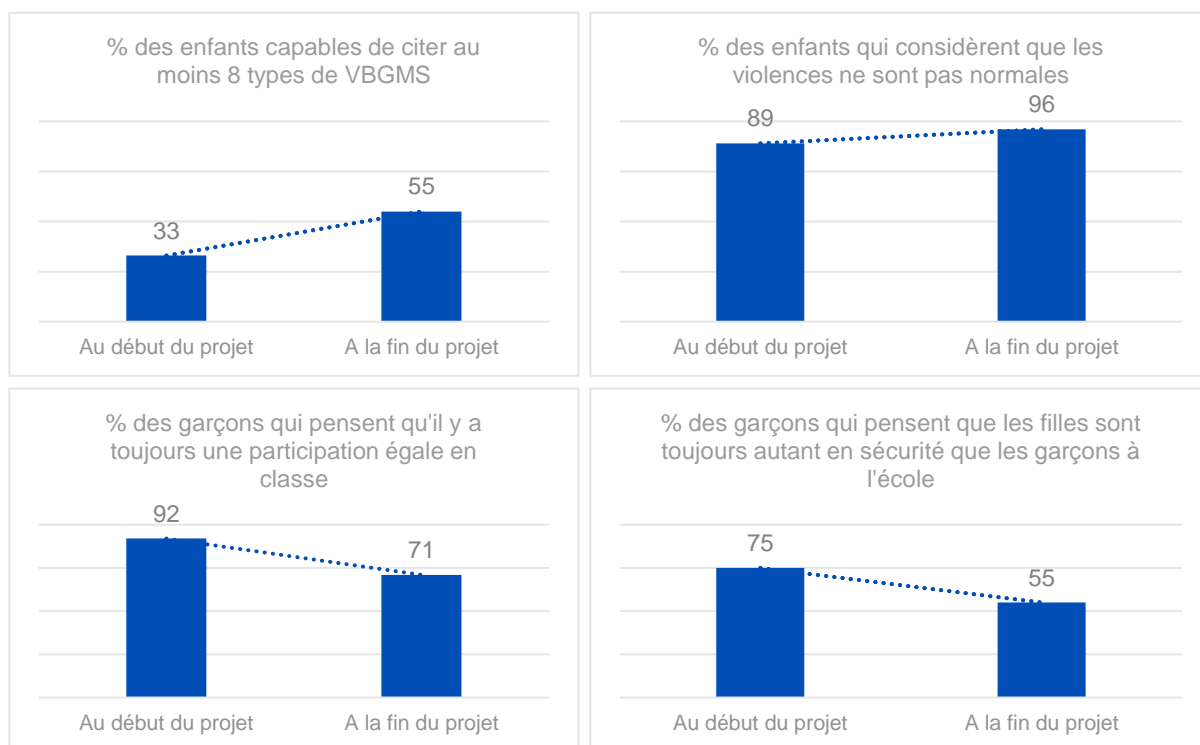


Figure 8. Source : rapport d'évaluation d'impact du projet Wondiyey Ma Zada, 2021

De même, la proportion de garçons ayant répondu que les filles sont « toujours » autant en sécurité que les garçons à l'école est passée de 75% à 55% entre le début et la fin du projet (cf. Figure 8). Par ailleurs, les garçons sont à présent plus conscients des risques auxquels leurs camarades féminines sont confrontées dans l'environnement scolaire.

Outre un effet positif chez les élèves, ceci pourrait également témoigner d'une **prise de conscience des enseignant-e-s** de la nécessité de veiller à ce que les élèves, peu importe leur genre, participent davantage activement en classe; en effet, les filles ont été plus nombreuses à déclarer participer dans la même mesure que les garçons à la fin du projet.

## Des solutions portées par les jeunes

Au Niger, les équipes de projet ont mis en place des groupes de « **Champion.ne.s du Changement** ». Il s'agit d'une méthodologie développée par Plan International et mise en œuvre dans des dizaines de contextes à travers la Fédération de Plan, dont l'objectif est de former et donner des moyens d'action à des jeunes qui deviennent Champion.ne.s du Changement

A travers des modules spécifiques de **sensibilisation concernant l'égalité des genres**, les jeunes, garçons et filles, sont formés suivant l'approche Champion.ne.s du Changement : d'abord en groupes non-mixtes, puis rassemblés en groupe mixte. Diverses thématiques sont abordées, telles que la confiance en soi, les violences basées sur le genre, comment être un allié du changement et adopter des attitudes positives et non violentes, les dialogues intergénérationnels, afin que les jeunes soient conscientisé-e-s aux problématiques d'inégalité de genre, mais aussi à leur pouvoir d'action en les dotant d'outils pratiques.



Au total, **94 jeunes ont été formé-e-s, ont développé des plans d'action et ont mis en œuvre des dialogues communautaires** contre les violences basées sur les genres, pour la promotion de l'égalité des genres, et la protection des enfants, afin d'engager les garants des droits au niveau communautaire, renforcer leur leadership et leur confiance en soi, mettre en œuvre des actions de sensibilisation. Cela leur a permis de **sensibiliser 10,597 personnes**, en s'appuyant également sur les relais communautaires.

En outre, engager les filles et les garçons dans la promotion de leurs droits et de l'égalité a eu des effets bénéfiques au niveau individuel :

- Les filles ont pu renforcer **leur confiance en elles** et développer des compétences non-cognitives de **leadership, d'assertivité, de résilience, ainsi que de prise de parole**.
- Être formées sur les questions d'égalité de genre leur a également permis **d'identifier plus aisément les risques, menaces et mécanismes de soutien en matière de prévention et de réponse aux VBGMS**. Les filles ont exprimé percevoir une amélioration de l'égalité de genre dans leur environnement scolaire à ce sujet, ce qui peut s'expliquer tant par leur connaissance et compréhension accrue sur les questions d'égalité et de violence, que par l'effet des sensibilisations sur les garants des droits.
- Les garçons ont bénéficié de modules de formation spécifiques qui leur ont permis de **se positionner en tant qu'alliés au changement**. Les modules ont renforcé leur engagement sur les thématiques d'égalité des genres, puisqu'ils ont déclaré avoir un rôle tout aussi important à jouer.
- A la fin du projet, les garçons ont démontré une amélioration de leurs connaissances sur les droits de l'enfant, ainsi que des problématiques affectant les filles, les adolescentes et les jeunes femmes des établissements scolaires, en particulier concernant leur accès et participation aux activités scolaires.

## Les mécanismes de plaintes et de feedback, à définir et penser avec les parties prenantes

Afin d'encourager la remontée d'information sur l'expérience de VBGMS, mais aussi sur la mise en œuvre du programme, Plan International a également mis en place des « **boîtes à joies et tristesses** » avec l'objectif de renforcer la dénonciation des abus dans les écoles ciblées, au Bénin et au Niger. L'objectif est de signaler des abus de VBG de façon anonyme, ainsi que de pouvoir y glisser des suggestions quant aux problématiques de VBGMS, qui émanent des apprenant-e-s directement. Ces cas sont ainsi rapportés aux enseignant-e-s et encadrant-e-s scolaires qui peuvent dès lors référer les cas à travers un système de référencement mis en place dans les établissements.

Ces boîtes ont par exemple été l'occasion de **mettre en évidence les abus dans les écoles**, puisqu'il s'est agi pour les apprenant-e-s de dénoncer les enseignant-e-s qui « *octroient des notes de complaisance aux belles filles* » (Staff de programme de Plan International Niger).

Les boîtes ont aussi atteint des objectifs différents de ceux initialement prévus puisque de nombreux commentaires et informations s'y trouvant traitaient d'autres problématiques, notamment, sur les **mauvaises conditions d'apprentissage**, tel que le manque de table-bancs, de classes en paillette, le manque de latrines, l'insuffisance de fournitures, mais aussi des insultes envers les enseignant-e-s.

Ce constat met donc en évidence la nécessité de ces boîtes et le large éventail de thèmes et de priorités des élèves comme des enseignant-e-s, mais aussi l'importance de **mobiliser des outils complémentaires et différents**. En offrant un espace d'échange libre et ouvert, ainsi qu'un moyen de partager les préoccupations et améliorations suggérées, ces boîtes se sont avérées pertinentes et efficaces non seulement pour la gestion des cas, mais également pour la sensibilisation, la prévention et l'amélioration des conditions de l'espace d'apprentissage.



Photo 4 : Les filles se réunissent pour discuter des violences dans leur communauté à Tillabéri (Niger). Crédits : Elizabeth Adewale, Plan International, 2021.

## Les partenariats avec les enseignant-e-s, les maitres artisan-ne-s, les employeurs et le personnel scolaire

Les enseignant-es, les artisans, les artisan.ne.s et le personnel scolaire ont un **rôle déterminant** dans l'éducation, la promotion de l'égalité des genres et l'épanouissement des élèves et apprenti-es, dans la mesure où ils/ elles exercent également une fonction **de conseil, de sensibilisation et de protection envers les élèves et apprenti-e-s**. Enfin, en cas d'abandon scolaire, ou dans des situations de décrochage, **le retour ou le maintien d'une fille ou d'une adolescente à l'école** ou non conditionné par les attitudes et les comportements des enseignant-e-s et du personnel scolaire.

### Un accompagnement continu et une implication significative des enseignant-e-s et des artisan.ne.s, dans le développement des outils de sensibilisation et de prévention et de référencement

Parmi les stratégies prometteuses et efficaces mises en place par Plan International dans ses projets, les études au Bénin et au Niger montrent que le **développement de contenu éducatif et de formation, co-conçus avec les enseignant-e-s et les acteurs-clés de la formation – maîtres artisan.ne.s, employeurs** – présente des atouts et a été favorablement reçu par les acteur-ice-s concerné-e-s. Les contenus éducatifs ont été construits **avec et pour les enseignant-e-s à travers des ateliers de sensibilisation** adaptés à l'âge des participant-e-s sur l'égalité des genres, les droits et la protection des enfants, ainsi que sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Puis les **formations** se sont penchées sur les thématiques telles que la violence basée sur le genre, l'égalité des genres, la protection des enfants, la discipline positive et le code de conduite.

Ces approches ont permis aux enseignant-e-s **et artisan.ne.s** et au personnel scolaire d'être renforcés dans leur capacité à prévenir et à répondre aux risques de VBG en milieux d'apprentissage et à promouvoir l'égalité de genre et l'inclusion. De façon positive, ces acteurs éducatifs ont rapporté avoir **directement perçu les effets bénéfiques sur leurs élèves et apprenti-e-s** car ils et elles ont observé un changement positif dans la dynamique entre les garçons et les filles, avec une attitude plus bienveillante, compréhensive et attentive des garçons envers les filles.

Enfin, les acteurs scolaires et extrascolaires interrogés par les équipes de Plan International ont particulièrement souligné **la stratégie de nomination d'un-e « maitre.sse de la semaine » qui est en charge du suivi étroit des élèves et apprenti-e-s**. Selon les enseignant-e-s, ce dispositif contribue à apporter un sentiment de sécurité et de protection des enfants en milieu scolaire, tel que le montrent les propos recueillis : *« l'espace où les enfants sont protégés en sécurité est la cour de l'école bien qu'elle soit non-clôturée, l'enseignant-e de la semaine assure la bonne surveillance des élèves durant toute la semaine »*<sup>37</sup> ; *« le seul mécanisme de protection au sein de l'école demeure la surveillance »*<sup>38</sup>. Cette stratégie permet de pallier le manque d'infrastructures de protection des établissements, tout en renforçant un lien de confiance entre enseignant-e et élèves.

Dans le futur, des améliorations directement suggérées par les acteurs éducatifs interrogés pourraient être mises en place pour aller plus loin. Des incitations et une approche à plus long terme pourrait contribuer à une plus grande appropriation et répliation auprès de leurs pairs de la part des enseignant-e-s. De même, il semblerait essentiel d'impliquer un nombre plus grand d'enseignantes femmes, afin de réduire les biais et préjugés sexistes, et de mettre plus à l'aise les filles lorsqu'elles cherchent du soutien.

La mise en œuvre des activités des projets sur les **codes de conduite** a également rencontré un engouement de la part des enseignant-e-s et du personnel scolaire. Les équipes de Plan International se sont attelées à élaborer des codes et à sensibiliser à ces outils dans les différents établissements. Aussi, cela a conduit à une diminution du nombre d'enseignant-e-s n'ayant pas signé les codes de conduite, passant de 86% lors de l'étude initiale à 57% lors de l'étude finale au sein du projet au Niger. Un travail reste à fournir à ce niveau, mais le personnel éducatif témoigne d'une meilleure connaissance des outils existants de prévention et de protection contre les VBGMS à la suite des projets.

<sup>37</sup> Plan International, Entretien, Zongo, *Evaluation d'impact du projet Wondiyey Za Mada (« Que les filles prospèrent »)* – Rapport de l'étude finale, Niger, op. cit.

<sup>38</sup> Plan International, *Entretien, Karma, Ibid.*

## Traduire les connaissances en attitudes positives, puis en comportements égalitaires

L'évaluation au Niger a montré des changements dans **les connaissances et les attitudes** des enseignant-e-s, mais aussi dans **leurs pratiques**. Ainsi, l'analyse d'un groupe de traitement d'une part (qui a bénéficié de la mise en œuvre du projet) et d'un groupe de contrôle d'autre part, dont les caractéristiques socio-démographiques étaient similaires, a révélé que le programme a permis aux enseignant-e-s de mettre en place des stratégies concrètes pour travailler sur l'égalité des genres.

**« Oui, les projets et les ONG ont multiplié les formations dans ce cadre de telle sorte que toutes ces violences sont apprises par cœur par tous les concernés mais leurs pratiques laissent à désirer » (Entretien avec un enseignant)**

Ces changements doivent toutefois être considérés à la lumière d'un contexte complexe, avec des défis sécuritaires permanents, l'arrivée du COVID-19 et des restrictions sanitaires mises en place, et de normes de genre profondément ancrées dans les communautés, qui continuent de se manifester dans l'environnement scolaire, malgré les efforts des équipes du projet et des participant-e-s.

L'évaluation a en effet indiqué qu'il est difficile de matérialiser des changements significatifs dans le domaine des comportements des enseignant-e-s, au-delà des témoignages de bonnes pratiques mises en place par les enseignant-e-s.

### Une mesure proxy des comportements positifs : la répartition des tâches scolaires

Les enfants, les adolescent-e-s et jeunes ont ainsi fait l'expérience de pratiques plus égalitaires au sein des classes et des établissements, mises en place par les enseignant-e-s après leurs prises de conscience sur les pratiques inégalitaires qui existaient « par défaut ». Ainsi, ils et elles ont travaillé à la promotion concrète de la **participation des filles et la répartition des tâches** entre genres, qui est particulièrement genrée en classe.

Comme indiqué par un enseignant avant la mise en place du projet au Bénin, la répartition des tâches dans le milieu scolaire était « à l'image de la division du travail dans les communautés »<sup>39</sup>. La nature des tâches effectuées en classe est aussi différente entre les filles et les garçons. 90% des filles citaient alors le plus souvent être responsables du « balayage de la cours/classe avec râtelier et/ou balayer », contre 17% pour les garçons. Ainsi, 58% des garçons ont cité « nettoyage/effacer du tableau » comme principale tâche à effectuer, alors que ce n'est le cas que pour 8% des filles.

Au Niger, au cours de l'étude initiale menée, 91% des filles et 76% des garçons ont répondu que les garçons participaient moins que les filles aux tâches scolaires, telles que le nettoyage, contre 38% des filles et 32% des garçons lors de l'étude finale à la fin du projet.

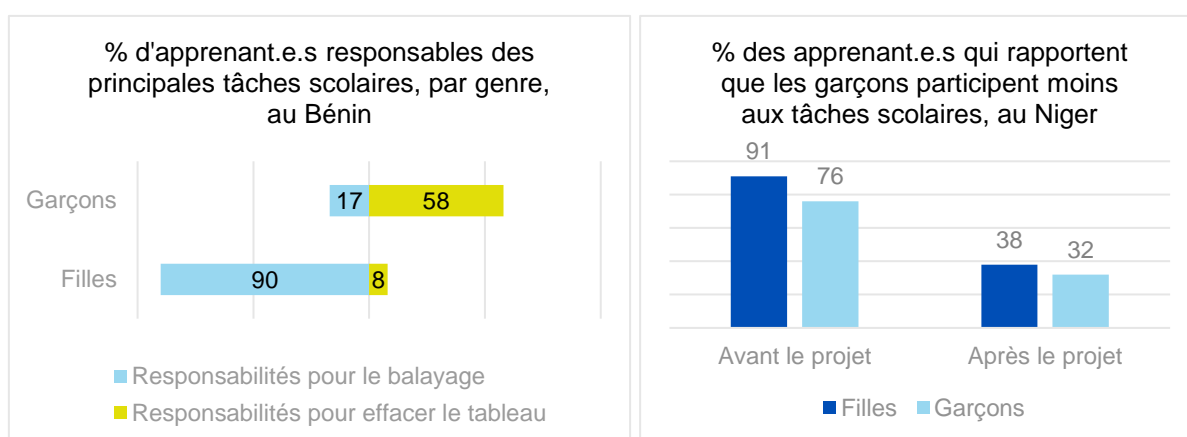


Figure 9: répartition des tâches scolaires par genre. Sources: études au Bénin et au Niger, Plan International 2021

<sup>39</sup> Plan International, Entretien, Sorbon Haoussa, *Etude sur les risques auxquels les élèves et apprenti(e)s de 14 à 24 ans peuvent faire face en termes de protection et de violence basée sur le genre dans le cadre scolaire et d'apprentissage sur les normes sociales et culturelles qui favorisent des violences, Rapport provisoire, Bénin, op. cit.*

Les approches mises en place dans le cadre du projet sont donc prometteuses, puisque non seulement les garçons participent davantage aux tâches scolaires, mais aussi, les réponses des filles et des garçons tendent à converger en fin de projet.

Il est important, toutefois, de mentionner que, dans certains contextes, **le corps éducatif a rapporté être parfois limité dans cette éducation positive et égalitaire par leur hiérarchie**. En effet, au Niger, les décisions relatives à la répartition des tâches demeurent au niveau des directeurs d'établissements. Il est donc important d'accorder une attention particulière à l'implication effective de ces derniers dans les stratégies entreprises au sein des projets, afin d'assurer leur implication et soutien. En effet, les connaissances et les attitudes des enseignant·e·s doivent aussi composer avec de nombreuses parties prenantes : associations de parents d'élève, personnel scolaire, membres des communautés, apprenant·e·s – quand il s'agit des politiques de l'école, ou de bonnes pratiques en milieu scolaire.

## TÉMOIGNAGES D'ENSEIGNANT·E·S AU NIGER, impliqué·e·s dans le projet<sup>40</sup>

- Quand il est l'heure de ranger les livres j'appelle toujours une fille et un garçon pour ranger et même pour les autres tâches, et chaque fois je les sensibilise toujours sur le genre
- L'enseignant doit faire comprendre aux élèves que les garçons et les filles doivent effectuer les mêmes tâches à l'école. Pour exemple, la maîtresse de classe demande un jour à 3 filles et 3 garçons de balayer la classe. Tout le monde était surpris de cette décision et les élèves étaient tellement surpris qu'ils ont tous crié de surprise
- Selon moi, les filles et les garçons doivent être traités de la même façon. Mon rôle dans la promotion du genre est d'ordonner à ce que tous les enfants soient traités également et qu'ils exécutent les mêmes tâches à l'école conformément au curricula. Par exemple, le nettoyage de la douche est fait par tous les enfants et chaque fois je désigne un garçon et une fille.
- En tout cas, moi dans ma classe les filles et les garçons ont les mêmes tâches. Exemples: les filles balayent, les garçons balayent

## Impliquer les structures communautaires et les organisations de parents

Dans sa logique d'intervention holistique et multisectorielle, Plan International met également en place des actions spécifiques **avec et à destination des organisations de parents et structures communautaires**. Il est essentiel d'inclure de manière continue les membres des communautés, à travers les organisations de parents, en tant que garants des droits primaires des enfants et des adolescent·e·s. Les VBG en milieux scolaires et d'apprentissage interviennent en effet au sein d'un *continuum* de violences entre les établissements scolaires, les ateliers d'apprentissage et les communautés.

## La valeur ajoutée des sensibilisations communautaires

Le travail de sensibilisation compte parmi les stratégies ayant démontré des effets positifs. Leur objectif est de **promouvoir l'égalité de genre et prévenir les VBG en milieux scolaires et d'apprentissage, mais cette fois-ci au niveau de la communauté**, à travers **les organisations de parents, les chefs de communautés et les membres de la communauté**, en tant que groupes de référence qui influencent les normes sociales et normes de genre, et définissent ce qui est attendu, acceptable et justifié en matière de violences. Ce travail de sensibilisation est donc multidimensionnel et concerne un spectre de problématiques le plus large possible.

- D'une part, les VBGMS pouvant intervenir **sur le chemin de l'école** notamment, il est important de sensibiliser la communauté à l'identification des menaces, des risques et des autres signes qui pourraient leur permettre d'identifier les types de VBGMS, et la prévenir ou y répondre le plus rapidement et efficacement possible.
- D'autre part, la communauté et ses structures jouent un rôle essentiel quant à **l'accès et au maintien des enfants, et notamment des filles et des adolescentes qui sont les plus à risque de décrochage, dans le système éducatif**. Informer sur les grossesses précoces et leurs risques, en tant que conséquence des VBG en milieux scolaires et d'apprentissage, et défier les attitudes stéréotypées vis-à-vis des filles qui sont vues comme seules responsables, par exemple, au Bénin, constitue un travail nécessaire afin de modifier les comportements négatifs et de rejets vers des

<sup>40</sup> Plan International, Entretien, *Evaluation d'impact du projet Wondiyey Za Mada (« Que les filles prospèrent »)* – Rapport de l'étude finale, Niger, op. cit.

attitudes plus positives de soutien pour aider les jeunes-mères à retourner à l'école et retourner les idées reçues.

Sensibiliser et former sur toutes ces problématiques permet également une **réplication efficace des messages et une cohérence entre les sensibilisations en milieu scolaire et d'apprentissage, et en milieu communautaire**. Au Niger, les entretiens menés avec les diverses parties prenantes ont également mis en avant ces activités de sensibilisation en tant que moyen de combler le fossé existant entre l'environnement scolaire et l'environnement communautaire.

**« En ma qualité de mère éducatrice, cette formation est très importante et pertinente car ça me permet de mieux faire le travail. La formation cadre bien avec mes activités dont la principale est la sensibilisation des enfants et des parents pour l'accès et la protection des élèves » (une actrice communautaire au Bénin)**

## **Renforcer le lien entre les milieux scolaires et communautaires**

Plan International a mis en place des **plans d'action au niveau des écoles**. Ceux-ci font également partie des outils présentés lors des sensibilisations menées auprès des associations de parents et acteurs communautaires afin qu'ils et elles puissent échanger sur les bonnes pratiques et adapter, modifier et renforcer ces plans d'action. Au Niger, à la suite du projet, 60% des parents interrogés ont déclaré être au courant d'un plan d'action portant sur la lutte contre les VBGMS au niveau de leur commune.

Enfin, l'une des stratégies mise en avant comme étant prometteuse et efficace est l'instauration des **dialogues intergénérationnels**. Ceux-ci permettent d'instaurer **un cadre bienveillant, ouvert et encourageant pour initier une discussion ou un débat entre les enfants, adolescent-e-s, jeunes d'une part et les adultes de la communauté d'autre part** sur des thématiques qui les concernent, mais aussi sur lesquelles ils et elles n'ont pas l'habitude d'échanger, puisque l'égalité des genres, les violences, l'émancipation des filles sont peu discutées ou questionnées au niveau communautaire. Les sensibilisations en amont ont permis aux adultes de se sentir confiant-e-s pour engager de tels dialogues avec les jeunes sur les VBG en milieux scolaires et d'apprentissage. Ces discussions sont, en général, initiées par les adolescent-e-s et les jeunes formé-e-s par les équipes de Plan International, notamment les *Champion.ne.s du Changement*, ce qui conduit les adultes à les voir et les considérer comme légitimes, autonomes et émancipé-e-s. Enfin, grâce à ces échanges, les différentes générations s'engagent dans la recherche de nouvelles solutions et le développement de nouveaux mécanismes de prévention et de protection des VBG.

## **Travailler avec les autorités, les organisations de la société civile et les prestataires de services**

Plan International a pour objectif de s'inscrire dans un contexte social et des politiques existantes lors de la mise en œuvre de ses projets, afin d'optimiser les synergies et d'assurer la durabilité des approches mises en œuvre. Des partenariats sont ainsi mis en place, aussi bien avec des acteurs étatiques qu'avec des organisations privées.

### **Un continuum entre programme et plaidoyer**

Parmi les moyens utilisés, des **activités d'influence et de plaidoyer** au niveaux communautaire, local et national se sont avérées efficaces. D'une part, celles-ci visent à **renforcer et vulgariser les cadres législatifs** de protection de l'enfance contre les violences. Au Niger, les équipes ont ainsi organisé deux campagnes de plaidoyer auprès des ministères concernés, des autorités régionales et départementales **sur l'application des textes relatifs à la lutte contre la violence**.

D'autre part, ces activités ont pour objectif de pousser à **l'amélioration et au renforcement des infrastructures scolaires**, notamment la réhabilitation et l'adaptation de latrines dans les écoles, afin qu'elles soient séparées, accessibles et adaptées aux besoins des filles. Au Niger, le projet a rendu possible la création de 8 blocs de 3 et 10 blocs de 2 latrines dans 8 écoles de 2 communes.

**L'approche partenariale** promue par Plan International s'inscrit dans une logique de **complémentarité** dans l'action. Dans toutes les communautés dans lesquelles les équipes interviennent, des acteurs et services publiques ou non-étatiques préexistent. Aussi, le but n'est pas



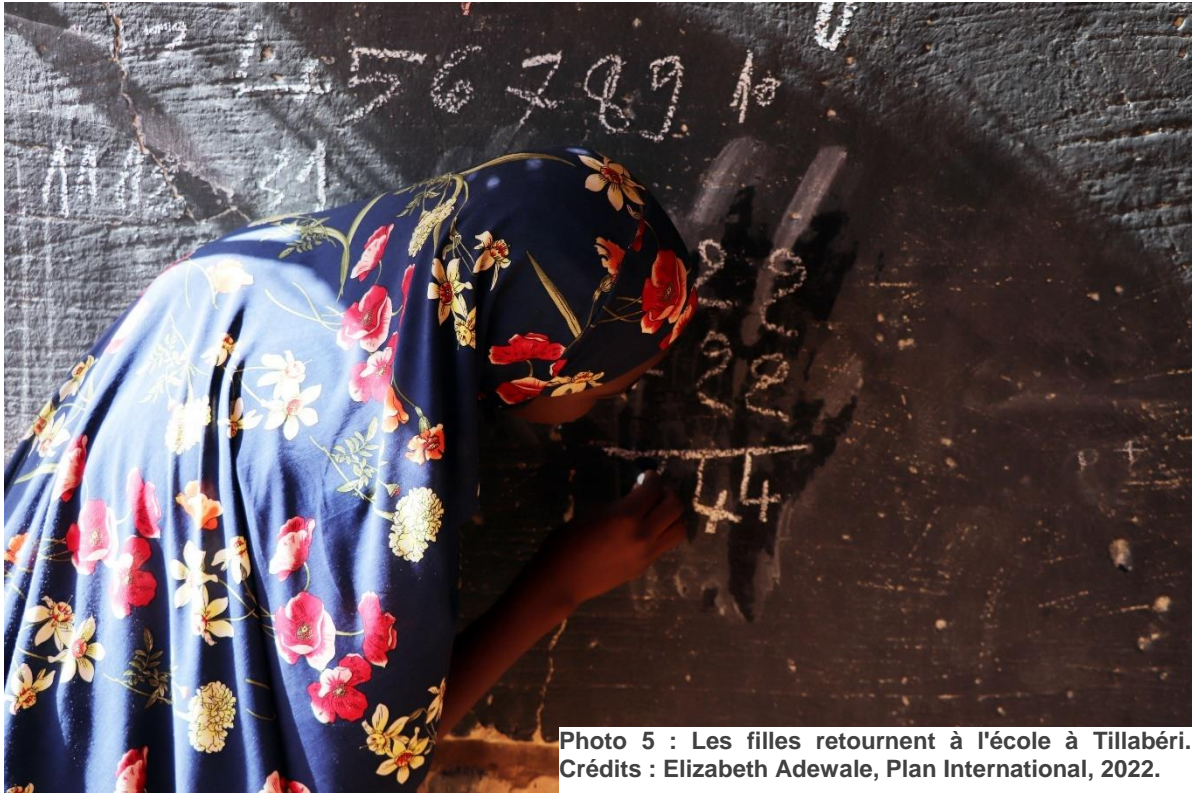


Photo 5 : Les filles retournent à l'école à Tillabéri.  
Crédits : Elizabeth Adewale, Plan International, 2022.

de dupliquer les interventions, mais bien d'allier les forces afin d'avoir le meilleur impact possible. Par exemple, au Niger, en cas de divulgation de cas de VBG chez l'enfant, Plan International s'engage auprès du **Département des Affaires Sociales** et des travailleurs sociaux afin de mettre en place un circuit de référencement clair, efficace, qui propose aux enfants et aux adolescent-e-s et jeunes une réponse appropriée, pertinente, centrée sur leurs besoins.

De même, le partenariat programmatique avec la Coalition des ONGs Nationales des Droits de l'Enfant (CONIDE), experte dans le domaine du plaidoyer national, a permis que chaque organisation bénéficie de l'expertise de l'autre et se renforcent mutuellement pour garantir leur efficacité.

Ces collaborations renforcées assurent également une plus grande **durabilité à la fin du projet**, **par l'appropriation de celui-ci par les acteurs locaux**. Ces derniers peuvent, en effet, être de véritables leviers grâce à leur connaissance et à l'implémentation dans les zones d'intervention. Ils ont ainsi permis aux équipes de Plan International d'intégrer les communautés plus facilement et plus respectueusement, ainsi qu'à les quitter une fois les projets terminés, tout en assurant la continuité.

Enfin, Plan International s'est attaché à s'inscrire dans les politiques et priorités étatiques concernant la prévention des VBG en milieux scolaires et d'apprentissage, ainsi que d'informer et de collaborer continuellement avec les autorités compétentes.

## Collaborations et partenariats

**L'approche collaborative** est à la base de tout le travail effectué avec les différents partenaires. Au Niger, par exemple, des acteurs ont été invités à participer à certaines réunions de cadrage et de concertation ou activités de formation, et parfois même en tant que co-facilitateurs. Ceci a été reconnu comme contribuant à renforcer la pertinence et l'efficacité des initiatives. Les **renforcements de capacités** des partenaires, les diverses **restitutions d'activités**, ainsi que la **communication de la tenue des sessions de sensibilisation**, ont également été soulignés comme des stratégies prometteuses et efficaces dans le travail avec les partenaires.

Il est important de noter que ce *continuum* de pratique, depuis les programmes mis en place au niveau communautaire et scolaire, jusqu'au plaidoyer, est grandement facilité par les synergies opérationnelles rendues possibles au Niger et au Bénin avec des programmes d'ampleur nationale, qui s'inscrivent dans un temps long et s'appuient sur des partenariats forts avec les ONG nationales, dans le cadre des Programmes Quinquennaux.

## Normes de genre et normes sociales : le défi de l'impact à long-terme

Les données recueillies dans le cadre des deux études au Bénin et au Niger démontrent une compréhension plus juste et réaliste de l'égalité des genres et des VBG. Toutefois, les normes sociales et de genre limitantes persistent et nécessitent du temps pour devenir plus égalitaires. Certaines croyances et attitudes défavorisant les filles demeurent une réalité. Des **améliorations et renforcement** des activités ont pu être identifiés pour de futures programmations.

Tout d'abord, l'approche adoptée pour informer les bénéficiaires de l'existence et la mise en place des projets pourra être améliorée en **adoptant des moyens de communication plus accessibles pour les filles**. L'annonce à travers les radios et les assemblées communautaires n'a pas été assez efficace car ce sont des espaces auxquels les filles n'ont pas forcément accès. En revanche, les campagnes de sensibilisation se sont révélées prometteuses car c'est par ce biais que la plupart des élèves et des apprenti-e-s ont entendu parler des projets.

En outre, les élèves et apprenti-e-s ont également témoigné de leur frustration quant à un manque de participation dans l'élaboration des projets et des activités. Ils et elles ont eu le sentiment d'être bien informé-e-s, mais pas assez consulté-e-s. Ce point pourra donc être renforcé, en s'appuyant notamment sur la mobilisation prometteuse des jeunes à travers les activités de *Champion.ne.s du Changement*.

Enfin, un travail accru au niveau des communautés semble opportun pour renforcer la prise de conscience à leur niveau également, car certain-e-s élèves ayant activement participé au projet ont fait face à des réactions négatives de leur entourage qui « disent que je suis gâtée » ou que « je veux faire révolter les enfants »<sup>41</sup>. Il est donc essentiel de renforcer les activités mobilisant les garants des droits, tant dans une démarche d'efficacité programmatique que de gestion des risques auxquels font face les enfants et les adolescent-e-s et jeunes qui participent au programme.

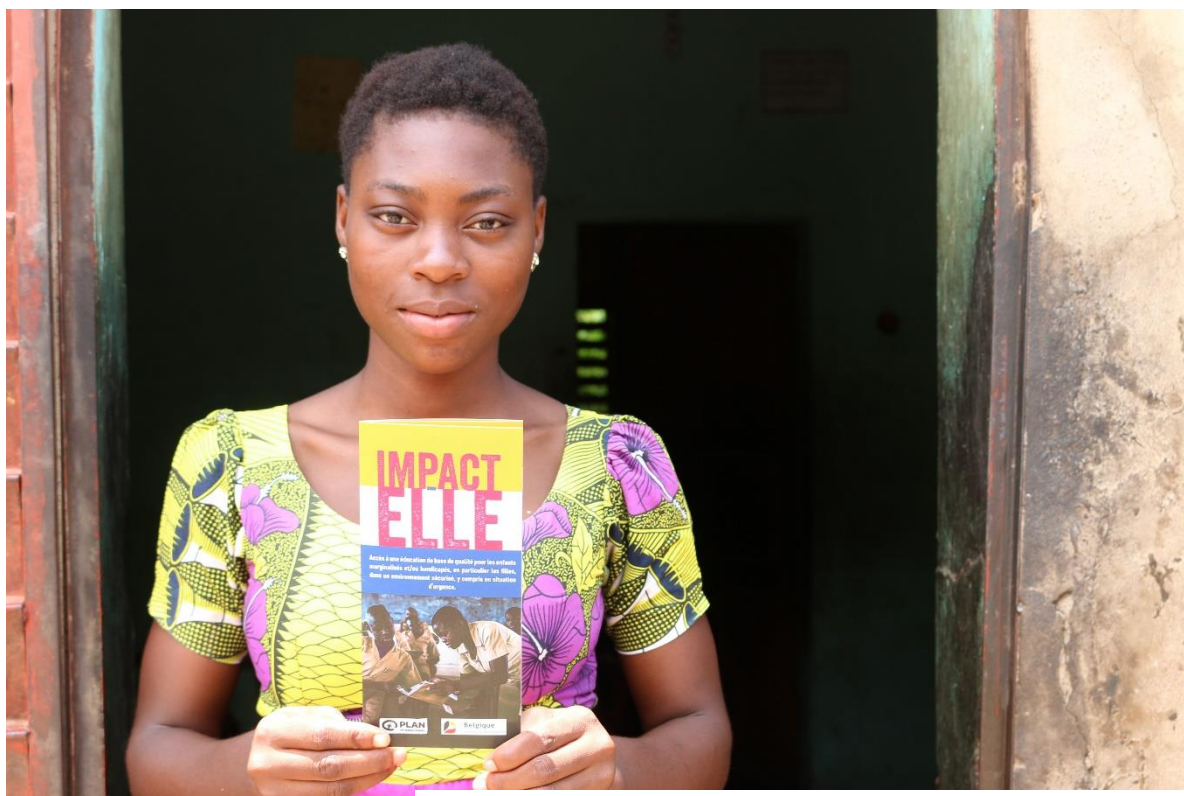


Photo 6: Véronique a bénéficié des activités du projet Impact'Elle dans l'Atacora. Crédits : Plan International, 2019

<sup>41</sup> Plan International, Entretien avec des élèves, *Evaluation d'impact du projet Wondiyey Za Mada (« Que les filles prospèrent ») – Rapport de l'étude finale, Niger, op. cit.*

# Les prochaines étapes pour Plan International

De nombreuses recommandations ont été extraites des entretiens et groupes de discussions organisés avec les acteurs concernés. Celles-ci peuvent être considérées comme des voies de renforcement des stratégies prometteuses et efficaces préalablement mentionnées d'une part, et comme certaines nouvelles pistes pour compléter les mécanismes de prévention et de protection. Voici les plus pertinentes pour nous, qui seront intégrées dans nos prochains programmes :

## REDEVABILITÉ ET PARTICIPATION

- Promouvoir une « participation intégrale » des bénéficiaires (direct-e-s et indirect-e-s) et des partenaires dans toutes les phases du projet, aussi bien lors de sa conception que lors de sa mise en œuvre, y compris dans la mise en place des mécanismes de feedbacks et de rapportage des violences.
- Encourager la participation active des organisations féministes pour la protection des filles et jeunes filles dans la programmation.
- Encourager la mise en œuvre de la stratégie des Champion.ne.s du Changement comme méthodologie inclusive et émancipatrice pour le leadership des adolescent-e-s et des jeunes.

## SENSIBILISATIONS

- S'appuyer sur une méthodologie qui encourage le travail sur les connaissances, les attitudes et les comportements des apprenant-e-s, des enseignant-e-s et des membres des communautés, notamment les parents.
- Diversifier les canaux de communication utilisés pour la sensibilisation des enfants, des adolescent-e-s et jeunes, de leurs familles et des communautés sur la problématique des VBG en milieux scolaires et d'apprentissage afin de toucher une plus grande audience (médias, associations, ONGs, lieux de cultes, lieux publics).

## EVALUATION

- Renforcer de manière significative la collecte de données de qualité sur la prévalence des VBG dans les milieux d'apprentissage
- Renforcer, de manière transversale, l'évaluation des connaissances, des attitudes et des pratiques en matière d'égalité des genres, auprès des parties prenantes impliquées, afin de s'assurer que les enfants, les adolescent-e-s, les jeunes, les enseignant-e-s, les patron.ne.s, les maîtres artisan.ne.s, et les membres des communautés, ont été ciblé-e-s par des formations spécifiques et compréhensives sur ces questions, qui permettent d'initier la remise en question des normes sociales.

## SAUVEGARDE ET PROTECTION

- Renforcer la mise en place des codes de conduite dans tous les établissements, les ateliers d'apprentissage, avec la signature obligatoire de ceux-ci par les enseignant-e-s, les entrepreneurs et les artisan.n-es.
- Prendre en compte les effets potentiellement négatifs imprévus, notamment les réactions de certains parents et membres de la communauté à l'égard des enfants (ou d'autres personnes) qui commencent à défendre ou à mener des débats sur les VBG ou le genre. Il s'agit non seulement de réaliser une évaluation des risques de protection et de sauvegarde, mais aussi de mettre en place des stratégies de prévention et de gestion de ces risques.

## PLAIDOYER

- Elaborer un plan de plaidoyer et spécifier les stratégies de plaidoyer. D'une part, plaider pour le renforcement du contenu des programmes d'éducation en intégrant les notions de VBG dans les curricula.
- Impliquer les Ministères et les services techniques qui chapeautent les curricula de TVET, pour sensibiliser, renforcer les compétences et les capacités en matière d'égalité des genres, de prévention et de réponse aux VBG.

# Remerciements

La rédaction du rapport a été coordonnée par Chloé Collier, Nolwenn Gontard, Sarah Goyens et Marta Ricci, de l'Unité Qualité et Conception des Programmes de Plan International Belgique.

Ce rapport est le résultat de deux projets financés par la Direction Générale de la Coopération au Développement et de l'Aide Humanitaire (DGD) belge, qui ont mobilisé des équipes de projet entre 2017 et 2021. Les autrices remercient donc les équipes de Plan International Niger et Plan International Bénin des projets *Wondiyey Ma Zada* et *Impact'Elle*, ainsi que les partenaires du programme (CBDIBA, FEE-Developpement, IFMA et CBO-EPT). Dominique Vidale-Plaza, Susane Allden, Moussa Salou Harouna ont travaillé à l'évaluation d'impact de *Wondiyey Ma Zada*, et Bruno Doussoh a travaillé à la recherche sur les VBG en milieux scolaire et d'apprentissage dans le cadre du projet *Impact'Elle*.

Les autrices tiennent à exprimer leurs remerciements à toutes les équipes qui ont contribué à l'écriture et à la révision de ce rapport, et sont particulièrement reconnaissants à Dr. Paul Fagnon, Roland Djagaly, Yolande Aguidissou Lawale, Yarou Mouhamadou, Kadidia Dante, Barira Magagi, Sofia Sainz de Aja, Pierre Laviolette et Nassima El Ouady.

Elles remercient en particulier les enfants, les adolescent-e-s, les jeunes, leurs parents et tuteurs et tutrices, les enseignant-e-s, les entrepreneurs et les artisan.ne.s des communautés interrogées, et toutes les personnes qui ont bien voulu prendre part aux différents programmes et évaluations de Plan International, en espérant que leurs voix soient retranscrites correctement et que les recommandations de ce rapport servent leurs communautés.

**Disclaimer** : Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la DGD. Toutes les autres erreurs et opinions exprimées dans ce rapport relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

En couverture : Anna\*, apprentie en tissage, à Ganvié, au Bénin, est appuyée par les activités du Programme Impact'Elle. Crédits : Plan International, 2021.



Photo 7 : Wakila dans le magasin qu'elle a démarré, dans l'Atacora. Crédits : Plan International, 2021.

Plan International travaille à faire progresser les droits des enfants et l'égalité pour les filles dans le monde entier, et reconnaît le pouvoir et le potentiel de chaque enfant. Mais ce potentiel est souvent étouffé par la pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination. Et ce sont les filles qui sont les plus touchées. En tant qu'organisation humanitaire et de développement indépendante, Plan International travaille aux côtés des enfants, des jeunes, utilise ses soutiens et ses partenaires pour s'attaquer **aux causes profondes des défis auxquels sont confronté-e-s les filles et tous les enfants vulnérables**. Depuis plus de 75 ans, Plan International construit des partenariats puissants pour les enfants, et est actif dans plus de 70 pays.

## A PROPOS DE PLAN INTERNATIONAL BELGIQUE

Plan International Belgique s'est engagé depuis 1983 en faveur d'un monde plus juste et plus sûr pour tous les enfants et les jeunes, en s'attaquant aux causes profondes des défis et des obstacles rencontrés par les filles et les enfants vulnérables. Ses programmes contribuent à l'ambition globale de Plan, à savoir que d'ici 2025, 100 millions de filles puissent apprendre, diriger, décider et s'épanouir. Actuellement, Plan International Belgique travaille au Bénin, Burkina Faso, Sénégal, Mali, Niger, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Malawi, Bolivie, Equateur, Vietnam et met en œuvre des programmes et des projets dans les domaines d'impact suivants : i) protection contre les abus et la violence; ii) participation et leadership des jeunes ; iii) éducation sûre, inclusive et de qualité, tant formelle que non formelle ; iv) renforcement économique des jeunes par l'emploi et l'entrepreneuriat avec une approche transformative de genre .

## A PROPOS DE PLAN INTERNATIONAL BENIN

Plan International travaille au Bénin depuis 1994 pour aider les enfants, spécialement les filles, à exercer leurs droits, aux côtés d'organisations dirigées par des jeunes, de partenaires et de communautés pour s'assurer que les enfants vulnérables, en particulier les filles et les jeunes femmes, soient informé-e-s, confiant-e-s et capables de prendre des décisions clés concernant leur vie et leur corps sans craindre la violence. Les priorités de Plan International au Bénin consistent à s'assurer que les jeunes vulnérables ont accès à des services de santé sexuelle, reproductive et maternelle de haute qualité et sûrs, à fournir aux enfants, aux adolescent-e-s et aux jeunes l'accès à une éducation sûre, inclusive et de qualité et à de bonnes opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat, à protéger les jeunes de toutes les formes de violence et de pratiques traditionnelles néfastes, à fournir aux jeunes enfants une éducation et assurer leur épanouissement et leur développement.

## A PROPOS DE PLAN INTERNATIONAL NIGER

Plan International travaille au Niger depuis 1998 pour promouvoir les droits de l'enfant et l'égalité des sexes. Au Niger, l'accès aux services sociaux tels que les écoles et les centres de santé est très faible. Le pays a également le taux de mariage des enfants le plus élevé au monde - 76% des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans. En outre, les crises dans les pays voisins, le Mali et le Nigeria, ont entraîné un déplacement et une crise humanitaire au Niger. Plan International Niger est une organisation leader dans l'éradication du mariage des enfants et la promotion de l'égalité des sexes dans le pays. Son objectif est d'aider 3 millions de filles et de jeunes femmes nigériennes à devenir les leaders du changement social et économique. Son travail se concentre sur les questions touchant les plus vulnérables, en particulier les filles et les enfants handicapés. Les domaines clés du travail de Plan International Niger comprennent la protection des filles et des jeunes femmes contre toutes les formes de violence et de pratiques néfastes, l'accès à des services de santé de qualité, le soutien aux enfants pour qu'ils aillent à l'école et acquièrent des compétences clés pour réussir dans la vie.

### Plan International Benin

Carre 647, Rue 395 Aupiais  
Cadjeoun Cotonou,  
08 BP 699 Cotonou  
Benin  
T +229-21-30-39-51 / 21-30-64-97  
benin.co@plan-international.org

### Plan International Niger

Angle Boulevard des Djermakoye  
Rue de la Magia Issa Béri  
PO Box: 12247, Niamey  
Niger  
T +227 20 72 44 44-45  
niger.co@plan-international.org

### Plan International Belgium

Galerie Ravensteingalerij 3 B 5  
1000 Brussel – Bruxelles  
T +32 (0)2 504 60 00 –  
F +32 (0)2 504 60 59  
info@planinternational.be